ISSN 0024-7650

La conférence Nord-Sud ou la comédie de Cancun

P.5

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 699 - 24 octobre 1981 - prix : 5 F

Le P.C.F. et le désarmement

P. 20

NATIONALISATIONS

vrais alliés et faux ennemis de la bourgeoisie s'affrontent au parlement

GRECE : Après la victoire électorale des socialistes

quel "changement" pour les travailleurs ?

P.10 et 11

Les luttes dans les entreprises

P. 12, 13, 14 et 15

M 6189 - 699 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 5 :
— **Mitterrand à Cancun : le représentant de l'impérialisme français ne perd pas le nord !**
Pages 8 et 9 :
— **Pologne : la crise politique.**
— **L'attentat d'Anvers : un avertissement.**
Pages 10 et 11 :
— **Grèce : après la victoire électorale des socialistes, quel « changement » pour les travailleurs ?**

En France

Page 7 :
— **Le problème des gouvernants socialistes : les patrons empochent, mais ils ne diront pas merci !**
Pages 12 et 13 :
— **Les travailleurs en lutte : Renault Billancourt et Sandouville ; Peugeot Sochaux ; Massey-Ferguson ; Cellulose d'Aquitaine.**
— **Les gaietés de l'entreprise.**
Pages 14 et 15 :
— **SNCF : la grève des conducteurs.**
— **Air-France : les travailleurs bloquent le trafic.**
— **Hôpital Broussais ; Hôpital Saint-André Bordeaux ; VIA Assurances ; AGF.**
Page 16 :
— **Dans les entreprises : Rhône-Poulenc Vitry ; Alsthom Villeurbanne.**
Page 17 :
— **Gare du Nord : les usagers se font entendre.**
— **Chooz : les députés socialistes pour la centrale nucléaire.**
— **Les élèves des LEP de Toulouse en grève contre l'amiante.**
Page 20 :
— **Le PCF et le désarmement : une campagne hypocrite !**

Culture

Pages 18 et 19 :
— **Théâtre : *La mandragore* de Machiavel ; *Prends bien garde aux Zeppelins ; Thérèse Raquin* d'après Zola ; Reprise : *Le bal.***
— **Films : *L'amour nu ; Rien que pour vos yeux ; Tarzan l'homme singe.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Impressions 93.100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Loire-Atlantique :

Quand un paysan occupe des terres en friche

A Riaille (Loire-Atlantique), un procès vient d'avoir lieu contre un agriculteur qui avait occupé des terres laissées en friche. Voici ce qu'il nous a déclaré.

« Je cherchais une exploitation depuis deux ans, raconte M. Bliguet, **et je n'en trouvais pas parce que la plupart des bâtiments d'habitation sont vendus séparément et que tu ne peux pas faire quelque chose avec des terres nues. Il faut quand même que tu habites auprès pour faire ton boulot.**

J'ai eu plusieurs pistes. Elles ont toutes été abandonnées, les unes après les autres.

Cette ferme, je l'ai d'abord demandée au propriétaire. Il m'a dit qu'elle n'était pas à louer.

Ensuite, je suis allé trouver le syndicat. Il a appuyé ma demande. Il y a eu une rencontre syndicat-le comte (c'est le propriétaire). Et le comte a encore affirmé qu'il ne voulait pas louer.

Alors, on est passé à l'action. On est venu défricher des terrains dès septembre, on les a ensemencés, et on a occupé les bâtiments.

Le comte Durfort a 20.000 hectares dans toute la France et, dans la région, 1.700 hectares de forêt, 600 hectares de fermes, et une vingtaine de fermes sont louées à des paysans, et il en exploite six lui-même. Enfin, il ne les exploite pas : la plupart sont en friche.

En Loire-Atlantique, selon une étude, plus de 3.000 hectares sont en friche. »

Contre cela, il existe une loi, **« facile à détourner : il faut prouver que les terres sont en friche depuis trois ans. Le propriétaire a alors un an pour remédier à cela : juste y passer un coup d'outil, n'importe quoi. Après, ce n'est plus en friche, et il a encore trois ans.**

En 1974, cette ferme était demandée par le syndicat local pour y installer un paysan. Le comte a refusé. C'est là qu'il a créé une société civile immobilière », qui ne l'oblige pas à louer à un paysan. **« Dans cette société, il y a deux personnes : le comte Durfort et son père, le duc de l'Orge. La maison d'habitation, il l'a louée en septembre à un militaire qui habite l'Oise et qui, normalement, doit en faire sa résidence principale. Il n'est pas juste à côté. En fin de compte, le militaire n'est jamais venu ici, seulement une ou deux fois.**

Le tribunal des Référés, dont je n'ai pas le compte rendu, a demandé l'expulsion ». Il a condamné la FDSEA, Paysans-Travailleurs, le MRJC et Michel Bliguet à payer une astreinte de 1.000 F par jour d'occupation des lieux à compter du 10 octobre et 800 F à la société civile immobilière du comte. Mais il y a appel.

On peut se poser la question : pourquoi laisser des terres en friche et louer la maison à quelqu'un qui n'y vient pas ? **« Le comte a des chasses à courre. S'il a des terres autour de sa forêt, il n'est tout de même pas emm... pour faire des chasses à courre. »**

En RFA, de fausses entreprises pour de vrais chômeurs !

En un an, le chômage en Allemagne de l'Ouest a augmenté de 49 %.

Depuis quelque temps se développent en Allemagne les « Ubungsfirmen ». On pourrait traduire ce mot par « sociétés d'exercice »... et leur seul but est en fait de donner aux chômeurs l'impression qu'ils continuent à travailler : faire de l'exercice, quoi ! Ce sont des entreprises fictives qui combinent toutes les activités fictives : vente, achat, comptabilité, service du personnel, bureau d'études, contacts techniques avec d'autres entreprises. Bref, tous les aspects. Mais ces entreprises fantômes ne fabriquent rien. Il paraît que, pour les sociaux-démocrates allemands, il s'agit de faire face au problème du chômage, en l'occurrence... aux problèmes psychologiques liés au désœuvrement !

Car les employés de ces curieuses entreprises sont des chômeurs. Ils remplissent un emploi qui a tous les aspects extérieurs d'un emploi, mais touchent 80 % de leur ancien salaire, qui leur sont versés par l'Agence de l'emploi. Quant aux frais occasionnés par ces entreprises, ils sont pris en charge par une société privée ou par un organisme public, qui peut être un syndicat par exemple.

Absurdité ? Certes, mais au fond pas plus absurde que toute la société capitaliste, qui enchaîne les uns à la production pendant qu'elle met les autres sur le pavé, sous prétexte qu'il n'y a « pas de travail » !

J.F.

17 000 pharmacies privées contre 9 pharmacies mutualistes !

Mercredi 21 octobre, les pharmaciens étaient appelés par leurs organisations professionnelles à fermer leurs officines une demi-journée.

Motif de cette grogne : le ministre de la Santé, Jack Ralite, a récemment autorisé l'ouverture de neuf nouvelles pharmacies mutualistes, qui délivrent leurs médicaments aux sociétaires des mutuelles sans que ceux-ci aient à faire l'avance ni du remboursement de la Sécurité sociale, ni du ticket modérateur, pris en charge par la mutuelle.

Les responsables professionnels des pharmaciens accusent les pharmacies mutualistes de « concurrence déloyale » et leur reprochent, entre autres, de n'être soumises ni à l'impôt sur les bénéfices, ni à la taxe professionnelle, ni à la loi sur la répartition géographique des pharmacies, qui assurerait une sorte de partage égalitaires de la clientèle (en réalité un monopole), et de ne pas être assujetties aux « gardes ». En bref, comme le dit crûment le responsable de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France : « Nous sommes contre la délivrance du médicament en dehors de nos propres officines ». (Le Monde, **21/10**).

Mais si les syndicats des pharmaciens privés aiment à se présenter comme au service du public, la défense sourcilleuse de leur quasi-monopole relève beaucoup plus du « service » de leur portefeuille que d'autre chose car, dans cette société, le commerce des médicaments est un commerce lucratif. On ne peut s'empêcher de penser que, même s'ajoutant aux 57 existant déjà, l'ouverture de 9 nouvelles pharmacies mutualistes ne constitue pas un danger réel et sérieux pour le quasi-monopole des 17.000 officines privées.

Alors, cette action du syndicat des pharmaciens, c'est une lutte pour la défense de privilèges qui, pour être mesquins, n'en sont pas petits pour autant.

Patrice LEMAIRE

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Editorial

NATIONALISATIONS :

vrais alliés et faux ennemis de la bourgeoisie s'affrontent au Parlement

TOUS les hommes politiques de droite qui font semblant de trépigner et pleurer au Parlement contre les nationalisations sont finalement bien hypocrites.

Cinq groupes industriels, trente-six banques et deux compagnies financières seront nationalisés. L'Etat va débourser pour cela quelque 35 milliards de francs, au moins. Les actions seront généralement remboursées bien au-delà de leur valeur ; celles de la banque Rothschild pour le double, par exemple.

Alors la classe sociale que les hommes politiques de droite défendent au Parlement n'a vraiment pas à se plaindre. Si les grands groupes industriels et financiers avaient été nationalisés de façon vraiment démocratique, vraiment en fonction des intérêts de la collectivité, il n'y aurait eu ni rachat, ni indemnisation. Et les travailleurs auraient récupéré et l'intérêt et le capital.

Comment s'est faite, par exemple, la nationalisation de la sidérurgie ? L'Etat a annulé la dette des capitalistes de l'acier à son égard, une dette qui se montait à 95 % du capital aujourd'hui déclaré. On a ainsi appris que presque tout le capital des trusts de la sidérurgie leur venait de l'Etat. Ce qui ne les avait pas empêchés de faire fructifier cet argent. Ont-ils fait travailler des gens ? Non, puisqu'ils ont licencié plusieurs dizaines de milliers de travailleurs. Mais ils ont fait des bénéfices, qu'ils gardent.

Mais ces gens-là ont tous les culots.

Le culot, d'abord, de dire que la gestion privée serait meilleure, plus dynamique. Veulent-ils parler de la gestion des frères Willot ? De la gestion, avant eux, de Boussac ? Ou bien de la gestion de Sacilor ou Usinor ? De tous ceux qui font faillite, mais trouvent le moyen, encore, de se faire aider par l'Etat ?

Evidemment, certains trusts privés marchent bien, ou moins mal que d'autres, Dassault ou Thomson par exemple. Mais c'est parce que l'Etat est à la fois leur banquier, et leur client surtout.

Car les entreprises privées n'investissent plus, c'est connu. Ce sont les entreprises publiques qui investissent, la SNCF, la RATP, l'EDF, les PTT et d'autres. Et elles investissent pour faire tourner les entreprises privées, pour leur permettre de continuer à faire du profit.

Ainsi, la RATP a dépensé des sommes considérables pour acheter son arsenal d'appareils de contrôle automatique. A qui ? Entre autres à une certaine Société Electronique Dassault. Mais pour se payer ça, ou plus exactement pour payer ça à Dassault, elle a dû rogner sur le reste, supprimer du personnel dans les stations, et faire payer plus cher les usagers.

La SNCF a fait de même avec le TGV, qu'elle a acheté très cher aux trusts qui le fabriquent, les Creusot-Loire, Jeumont-Schneider. Et c'est pourquoi elle a dû économiser sur le nombre de cheminots, supprimer des trains et fermer des gares.

Et de la même façon, avec la généralisation et la modernisation du téléphone, les PTT ont acheté pour des sommes énormes, à la Thomson entre autres.

Alors, on nous dit que ces achats sont utiles ? Certains, peut-être. Mais pas tous, loin de là. Et ne parlons pas des armes commandées et achetées par l'Etat aux mêmes trusts ! Mais les investissements sont tellement énormes qu'ils contraignent SNCF, RATP, PTT à restreindre leurs dépenses en personnel. Et ces investissements-là, finalement, créent bien moins d'emplois qu'ils n'en suppriment au détriment et des cheminots ou des postiers d'un côté, et des usagers de l'autre.

Mauroy nationalise aujourd'hui pour faire mener aux nouvelles entreprises publiques cette même politique. Il nationalise pour mieux contrôler l'industrie, peut-être, mais pour mieux sauvegarder, en une période de crise, les intérêts et investissements privés.

Et si les hommes de droite qui protestent sont des hypocrites, s'ils savent que les nationalisations sont destinées à servir la classe sociale qu'ils représentent, le pire hypocrite, c'est encore le gouvernement Mauroy, qui laisse dire qu'une « lutte de classe » aurait lieu au Parlement. Les nationalisations qu'il propose, et il le sait, ne sont pourtant qu'une autre manière de défendre toujours les mêmes intérêts, ceux de la bourgeoisie, mais en aucun cas ceux des travailleurs, ceux des consommateurs et de tous les contribuables.

Arlette LAGUILLER

L'assassinat du juge Michel

Mais non, la France n'est pas la Sicile !

Marseille n'est pas Palerme et la France n'est pas la Sicile. Peut-être. Mais lorsqu'on est juge et qu'on enquête un peu trop sérieusement sur différentes affaires de gangstérisme, on risque de plus en plus d'y laisser sa peau. Cela a été le cas pour le juge d'instruction marseillais Pierre Michel, abattu mercredi 21 octobre en pleine rue à Marseille par deux tueurs motocyclistes. Pour qui recherche les mobiles du meurtre, il y a l'embarras du choix. Le juge Michel enquêtait sur le trafic de drogue et sur les ramifications de ce trafic entre la mafia franco-italienne et la mafia américaine, sur la tuerie du « Bar du Téléphone », à Marseille, le 3 octobre 1978, sur un trafic de fausse monnaie qui semblait impliquer des membres du SAC, et sur l'attentat contre la librairie de gauche « Encre noire », en août 1980, à Marseille, qui fit un mort et qui semblait impliquer aussi le SAC.

Pierre Michel était, paraît-il, un juge aux idées de gauche, membre du Syndicat de la Magistrature, et qui cherchait à faire sérieusement son métier. C'est probablement pour cela qu'il continuait d'enquêter sur des affaires que d'autres auraient prudemment classées. C'est en tout cas pour cela que des gens à la gâchette facile, parmi tous ceux qui pouvaient être concernés par ses enquêtes, ont estimé préférable de le supprimer.

Les assassins du « petit juge » seront-ils identifiés, et arrêtés ? Le précédent juge assassiné en France est le juge Renaud, de Lyon, tué en juillet 1975 pour avoir enquêté sur le fameux « gang des Lyonnais ». Que ses assassins aient été identifiés, il y a des chances : le milieu n'est pas bien grand. Mais d'arrestations, point. Et pour le juge Michel, la presse nous apprend déjà, selon la formule consacrée, que *« l'enquête sera longue et difficile »*.

Quand on vous dit qu'on n'est pas en Sicile !

A.F.

Moussa s'en va, à la suite d'une partie de ses capitaux

Le jour même où la nationalisation de la compagnie financière Paribas était votée par les députés, son président, Pierre Moussa, annonçait sa démission.

Pourquoi cette démission ? A vrai dire, la presse en est réduite aux hypothèses. Est-elle due au fait que les rapports entre l'état-major de Paribas et le gouvernement se seraient tendus, à la suite des manœuvres qui ont abouti à faire passer une filiale suisse de Paribas, et avec elle pas mal de capitaux, hors du contrôle du groupe, et donc hors du champ de la nationalisation ?

Ou bien est-elle due à l'échec des tentatives de Moussa pour convaincre le gouvernement d'adopter, pour la nationalisation de Paribas, son propre plan visant à préserver, dans le cadre de la nationalisation, l'unité du groupe ?

Ce n'est pas nous qui pouvons le dire. Mais le ministre Delors, lui, commentar cette démission, a expliqué que Mouss n'avait pas « *tenu ses engagements* » Mais qu'est-ce que ça veut dire, sinon que depuis cinq mois, les gouvernants e place négocient, marchandent, discuter avec le trust Paribas, comme entre gen de bonne compagnie, et que la démissio de Moussa n'est jamais que l'aboutisse ment de tous ces marchandages, dont o ne saura jamais le fin mot.

En tout cas, si Moussa a démissionné les sous auxquels il a fait passer la fron tière suisse n'ont pas l'air de devoir repas ser.

Mais, dites, est-ce que Delors ou se inspecteurs des finances se font « rouler comme ça quand un salarié comme vou et moi oublie mille francs sur sa déclara tion d'impôts ?

J.J.L

Quand les investissements des entreprises nationales... font les profits des entreprises privées !

Le gouvernement présente son programme de nationalisations comme un moyen de développer l'emploi en développant les investissements. Dans le débat sur le projet de loi de nationalisation, il met ainsi en avant le fait que *« les entreprises publiques ont assuré et assurent toujours un niveau d'investissement très supérieur à celui du secteur privé. C'est ainsi que, de 1974 à 1980, l'investissement des entreprises publiques a augmenté de 91 % en volume alors que l'investissement privé diminuait de 5 % »* (Préambule du projet de loi de nationalisation).

Effectivement, depuis la crise, les entreprises nationales comme EDF, les PTT, la SNCF, la RATP, etc., se sont lancées dans des programmes d'investissements de plus en plus importants. Pour l'année 1979, par exemple, cela représentait 37,6 milliards de francs.

Mais ces investissements, à quoi servent-ils ? Le gouvernement —celui de Mitterrand comme celui de Giscard avant lui — les justifie d'abord en expliquant qu'il s'agit d'améliorer la qualité du service rendu.

Cela est sans doute vrai : la multiplication des cabines téléphoniques publiques, l'équipement du métro parisien en rames modernes ou en escaliers mécaniques constituent sans doute pour les usagers un progrès. Mais cela n'est vrai qu'en partie, et en fait, en petite partie.

D'abord parce que ces investissements massifs ne vont pas eux-mêmes toujours dans le sens d'une amélioration du service pour les usagers. On ne voit pas en quoi, par exemple, l'équipement du métro parisien en moyens automatiques de contrôle des billets constituerait un progrès ; on voit bien, par contre, en quoi la multiplication des « chicanes » anti-fraudeurs, cet équipement — très coûteux — devient au contraire une gêne.

Ensuite parce que pour pouvoir réaliser ces investissements (qui représentent pour un certain nombre d'entreprises un marché considérable), les différentes entreprises nationales ont, en contrepartie, mené une politique draconienne d'économies sur d'autres postes. Economies qui se traduisent par une dégradation du service pour les usagers.

Ainsi, la SNCF a bien investi plus de 7 milliards de francs dans le TGV. Mais elle a en même temps continué à fermer des lignes (près de 1 000 km en 1980) sous prétexte de déficit : *« Pour toutes les lignes concernées, les dépenses étaient supérieures de 9 à 69 fois aux recettes »*, expliquait la direction de la SNCF. Mais de ce point de vue, l'exploitation du TGV est-elle plus rentable ? On peut en douter.

Dans un autre domaine, celui des PTT, s'il y a d'un côté multiplication des installations téléphoniques, il y a de l'autre la dégradation de l'acheminement du courrier.

Ces économies sont surtout sensibles au niveau du personnel. Dans le même temps où les entreprises publiques développaient massivement leurs investissements, leurs effectifs stagnaient, voire régressaient.

Alors, nous dit-on, ces investissements créent des emplois dans les entreprises privées auxquelles l'Etat passe des commandes. Peut-être, mais reste à savoir si ces investissements créent plus d'emplois ici qu'ils n'en suppriment là. A notre connaissance, ni les Thomson, ni les Dassault, ni les Jeumont-Schneider n'ont plus embauché ces derniers temps que l'ensemble de l'industrie privée. Comme partout ailleurs, par le jeu des départs en retraite, les effectifs fondent, comme partout. Et c'est bien pourquoi le nombre total de chômeurs augmente.

Par contre, dans les services publics, là où aussi les effectifs diminuent au fil des années — et c'est particulièrement criant à la SNCF —, le manque de personnel fait cruellement défaut. Et ce n'est pas parce que les machines pouvaient remplacer les hommes que la RATP, par exemple, a réduit son personnel. C'est parce que sa politique d'investissements coûteux lui interdit d'embaucher, parce qu'elle n'a plus l'argent pour cela. Car s'il n'y a plus besoin de poinçonneurs, il y aurait besoin de conducteurs de rames en nombre plus grand, d'agents pour assurer une présence dans les stations. C'est évident. Tout le monde le sait et le voit. Et c'est d'ailleurs bien pourquoi aujourd'hui, tant à la SNCF qu'à la RATP, des grèves éclatent :. parce que la réduction des effectifs, par pure et simple économie, rend et les conditions de travail du personnel de plus en plus dures, et le bien-être et la sécurité des usagers de plus en plus discutables.

Ni l'intérêt du personnel, ni celui des usagers ne guident les directions de la SNCF ou de la RATP dans leurs politiques d'investissement.

Ces investissements des services publics ont pour objectif de fournir des marchés, et des marchés considérables aux capitalistes. Quant aux emplois qu'ils créent, s'ils en créent, que pèsent-ils par rapport à ceux dont ils entraînent, d'une façon ou d'une autre, la suppression ?

Bien sûr, le gouvernement a annoncé la création dans le secteur public d'un certain nombre d'emplois. Cela veut-il dire que la gauche au pouvoir va inverser la vapeur ? Non : car ces 170 000 emplois annoncés, qui sont bien loin de correspondre aux besoins des hôpitaux, des PTT, de la SNCF, de la RATP, etc. sont sans commune mesure avec ceux que l'Etat pourrait créer s'il utilisait les crédit consacrés jusqu'à présent aux investissements — c'est-à-dire aux capitalistes — à répondre aux besoins du personnel.

C'est de centaines de milliers d'emplois qu'il s'agirait alors, et sans délai, sans avoir besoin d'infrastructures nouvelles, rien qu'en utilisant celles qui existent déjà. Mais cela, il ne le fait pas, parce qu'il ne veut pas que l'une des principales sources alimentant les coffres-forts des capitalistes — les commandes des entreprises publiques — tarisse.

Alors, quand le gouvernement Mitterrand-Mauroy prétend qu'il veut se servir des entreprises publiques — les anciennes et les nouvelles — pour à la fois investir et embaucher, il veut tromper son monde. D'autant qu'en déclarant vouloir faire des entreprises publiques un moyen pour l'Etat de stimuler le développement des entreprises, il montre qu'il reprend purement et simplement à son compte la politique de ses prédécesseurs en la matière : la seule différence avec Giscard-Barre étant une différence d'échelle, Mitterrand-Mauroy voulant mener la même politique, mais à une plus grand échelle.

Guy FICHET

☐ RATP

Ce n'est quin changement de président

Claude Quin, nouveau promu comme président du Conseil d'administration de la RATP, et membre du PCF, vient de rendre publics ses projets pour les cinq années à venir.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, les premières classes ne seront pas supprimées mais simplement aménagées. Leur accès sera libre le matin avant 9 heures et le soir après 17 heures. Aménagement très relatif, puisque actuellement l'accès est libre avant 8 heures et que le soir, aux heures de pointe, tous les wagons — y compris ceux de première — sont archi-pleins.

Pour le reste, les projets de Claude Quin se résument à peu de chose. Quelques lignes de bus en banlieue, 10 stations sur 414 auront un nettoyage renforcé. Et un agent sera présent sur les quais de 20 stations sur les 414 du métro. Rappelons qu'il y a quelques années, il y avait un chef de station dans toutes les stations, qui assurait une présence et une sécurité qui font bien défaut aujourd'hui.

Par ailleurs, Claude Quin est pour le paiement de la Carte Orange par les employeurs. Heureusement car, avant son entrée au gouvernement, c'était une proposition du PCF. Mais il faut croire alors que le gouvernement est contre et que Claude Quin n'y peut rien, car la prime de transport reste fixée à 23 F, tandis que les tarifs des tickets et de la Carte Orange continuent d'augmenter plus vite que la hausse moyenne du coût de la vie !

Avec tout ça, qu'est-ce qui va donc changer à la RATP, à part le nom du président ? On a du mal à la voir... Alors Claude Quin a encore un projet : il ne veut plus qu'on dise « tassé comme dans le métro à six heures du soir ». Bah, la langue française est riche. Claude Quin trouvera bien un autre mot pour dire la même chose.

B.G.

☐ PTT

Les budgets se suivent et se ressemblent

Les grandes lignes du budget des PTT pour l'an prochain sont connues.

Le prix du timbre-poste va passer à 1,80 F (en régime normal) au 1er juillet 1982. Le prix de la taxe de base téléphonique va augmenter en deux temps, de 5 centimes à chaque fois, d'ici le printemps 1982.

Comme d'habitude, on demande de plus en plus à l'usager, pour un service qui ne sera pas meilleur. Car les contreparties seront maigres. Le ministre socialiste Mexandeau parle évidemment d'amélioration de la qualité du service, de la rapidité d'écoulement du service postal.

En fait, une énorme partie du budget des PTT (qui est de 122 milliards de francs au total) va, cette année encore, servir aux commandes à l'industrie. Le nouveau gouvernement poursuit tout simplement la politique du précédent, en dépensant beaucoup en matériel : centraux téléphoniques, mais aussi, depuis peu, terminaux d'ordinateurs pour Télétel, études pour « l'annuaire électronique », qui permettront aux fabricants d'appareillages de placer leurs gadgets en tout genre. Et cela au détriment des dépenses en personnel. Des emplois vont certes être créés (5 650) mais par rapport aux 460 000 agents des PTT, et surtout par rapport aux besoins existants, cela reste dérisoire, et cela n'arrêtera pas la dégradation des services rendus, notamment dans la distribution du courrier.

Bref, tout va bien pour les capitalistes. Le service dit « public » restera à leur service !

B.G.

MITTERRAND A CANCUN

Le représentant de l'impérialisme français ne perd pas le nord !

litterrand trinquant avec le président Portillo à l'avenir des relations franco-mexicaines es marchés en perspective. (AFP

Pour ceux qui auraient ignoré que la France, celle de Louis XVI, avait aidé les Etats-Unis à se débarrasser à la fin du XVIII[e] siècle de la tutelle anglaise, voilà une lacune réparée ! La première étape du voyage de Mitterrand aux Amériques et sa présence aux cérémonies de commémoration de l'Indépendance américaine à Yorktown, largement montrées à la télévision, ont été l'occasion d'une leçon d'histoire !

Mais ce n'était que la première étape. Mitterrand est désormais au Mexique pour participer avec Reagan, à Cancun, à la conférence dite « Nord-Sud », c'est-à-dire une conférence entre les chefs d'Etat, ou leurs représentants, de huit pays riches, et ceux de pays qu'ils appauvrissent.

Cancun ? L'endroit choisi est tout un programme. C'est « un complexe touristique bâti de toutes pièces depuis dix ans pour vacanciers friqués où les seuls indigènes sont des serveurs d'hôtels », **nous dit** Libération. **Eh oui ! Car au Mexique, comme dans tous les pays qu'on nous dit** « mal-développés », « sous-développés » **ou** « en voie de développement », **et où des millions de gens vont nu-pieds et crèvent de faim, il y a des îlots de verre-béton et grande bouffe, des hôtels Sheraton où les représentants des exploiteurs des pays nantis viennent en villégiature, ou viennent palabrer sur la misère du monde. Et Cancun est de ces lieux-là !**

Mais si le site est déjà tout un symbole, la façon dont est organisée la conférence l'est tout autant. Un dialogue Nord-Sud ? Mais non, une suite de monologues. Chaque chef d'Etat aura quelques dizaines de minutes pour dire ce qu'il veut, et aucune décision ne doit être prise.

Cela n'empêche pas la presse et la radio d'annoncer un grand débat, quasi historique, entre les USA de Ronald Reagan d'une part, qui seraient hostiles à toutes les philosophies d'aide au Tiers Monde, et la France de Mitterrand, d'autre part, nouveau champion du tiers-mondisme ! Et Le Figaro **— eh oui ! — de vanter en ces termes, les vertus tiers-mondistes de Mitterrand, dans son éditorial du 21 octobre :** « Son discours fut un hymne solennel et lyrique à la révolution prolétarienne, un hymne solennel, lyrique et souvent même poignant. Ses paroles, nobles, généreuses, teintées d'un romantisme utopique, ne s'encombrent pas des réalités et prennent, compte tenu du lieu où elles sont prononcées **(c'était à Mexico),** la forme d'un défi à la puissance des Etats-Unis, aux portes même de leur territoire ».

Qu'il y ait des désaccords verbaux entre Reagan, le réactionnaire patenté, et Mitterrand, le socialiste en paroles, c'est sûr. Ils ne disent pas les mêmes choses. L'un a un langage de shérif, l'autre d'archevêque. Mais dans les faits, l'un ne défendra pas plus que l'autre les intérêts des peuples du Tiers Monde.

Est-ce que l'un des moyens d'aider les peuples des pays pauvres ne serait pas de cesser de les appauvrir par l'achat à bas prix de leur café, leur coton, leur arachide, leurs minerais, sous prétexte que la main-d'œuvre dans ces pays n'est pas chère, sous prétexte que la plupart des sociétés implantées dans ces pays appartiennent à des capitaux des grandes puissances ? Est-ce que l'un des moyens d'aider ces peuples ne serait pas de cesser d'y soutenir des gouvernements réactionnaires et dictatoriaux, voire de les y maintenir par la force, sous prétexte qu'ils sont les meilleurs garants de cette politique de spoliation, les meilleurs garants des intérêts des sociétés occidentales implantées dans ces pays ? Aider les peuples des pays pauvres, ne serait-ce pas, encore, cesser de contribuer à leur appauvrissement en obligeant leurs gouvernements à consacrer d'énormes parts de leurs budgets à acheter des armements aux capitalistes de l'Occident, c'est-à-dire du « Nord » ?

Les grandes puissances, les pays riches, auraient les moyens d'une autre politique que celle-là. En cessant elles-mêmes de consacrer quelque 20 % de leurs budgets à fabriquer, entasser des armes. Et le dixième de ces dépenses suffirait à supprimer totalement la famine dans le monde, en même temps que la plupart des épidémies qui ravagent ces pays.

Mais la politique que mène Mitterrand est la même que celle que mène Reagan. Le premier ne s'oppose au second que parce qu'il en est le rival, bien moins riche, bien moins puissant. Mitterrand ne s'oppose pas à Reagan, si ce n'est en paroles, au nom de la misère du monde ; il ne s'oppose au dirigeant américain qu'en tant que représentant des trusts impérialistes français qui voudraient un peu plus de marchés, un peu plus de profits au détriment des marchés et profits américains, mais contre les intérêts des peuples des pays pauvres, de la même façon.

Et qui peut s'y tromper ?

Tout crûment, le journal Le Monde **raconte comment Mitterrand est avant tout au Mexique le représentant des trusts impérialistes français. Mitterrand se dit ami des dirigeants du Nicaragua ? C'est, nous dit** Le Monde, **que** « soumis à un début de blocus économique des Etats-Unis et à une menace de conflit armé à leurs frontières, ils sont obligés de rechercher une aide extérieure ». **Alors Mitterrand vient dire que la France est preneuse... de profits en perspective. Et** Le Monde **nous dit aussi :** « En Amérique latine, la France peut trouver de nouveaux marchés. Sans oublier le domaine des ventes d'armes, essentiel dans une région où les contradictions tendent à déboucher de plus en plus sur des situations de violence ».

Oui, Mitterrand voudrait que la France vende encore plus d'armes, au prix fort ; qu'elle achète encore plus de matières premières, au prix faible. Et s'il s'oppose à Reagan, c'est pour obtenir que ce dernier fasse une petite place pour les capitaux français au Mexique, ou ailleurs en Amérique latine, qui est une chasse très gardée de l'impérialisme américain. C'est d'ailleurs bien pourquoi Mitterrand avait emporté dans ses bagages et Dreyfus ministre des affaires capitalistes, — oh pardon ! ministre de l'Industrie —, e Jobert, ministre du Commerce extérieur

Et l'intérêt des travailleurs de Franc dans tout cela, et des travailleurs du monde ? Tout au plus un prétexte !

Michelle VERDIER

Mitterrand déposant une rose devant le monument de la Révolution mexicaine Les fleurs et les discours, c'est ce qui coûte le moins. (AFP

« La liberté vaincra »... quand les Reagan et les Mitterrand ne seront plus au pouvoir

Le 20 octobre, Mitterrand a fait à Mexico un discours où, nous dit la presse unanime, du *Figaro* à *Libération*, il a fait passer « *le souffle de l'Histoire* ».

« *A tous les combattants de la liberté* », a dit Mitterrand, « *la France lance son message d'espoir. Elle adresse son salut aux femmes, aux hommes, aux enfants même...*

Salut aux humiliés, aux émigrés, aux exilés sur leur propre terre qui veulent vivre et vivre libres.

Salut à celles et à ceux qu'on baillonne, qu'on persécute ou qu'on torture, qui veulent vivre et vivre libres.

Salut aux séquestrés, aux disparus et aux assassinés qui voulaient seulement vivre et vivre libres.

Salut aux prêtres brutalisés, aux paysans sans terre, aux syndicalistes emprisonnés, aux chômeurs qui vendent leur sang pour survivre, aux Indiens pourchassés dans leur forêt, aux travailleurs sans droits, aux résistants sans armes, qui veulent vivre et vivre libres.

A tous, la France dit « courage », la liberté vaincra ».

Eh bien, pour notre part, nous ne dirons pas comme *Libération* que ce ne sont que des mots, mais que « *cela fait quand même plaisir d'entendre un président français prononcer ceux-là plutôt que d'autres* ».

Non. Les discours grandiloquents et démagogiques nous révoltent au contraire, quand ils sont prononcés par des dirigeants du monde impérialiste qui ont du sang de massacrés et de torturés, si ce n'est sur les mains, car ces gens-là laissent toujours à d'autres les basses œuvres, du moins sur la conscience.

Et Mitterrand est de ceux-là. Il était Garde des Sceaux, c'est-à-dire ministre de la Justice, quand le militant communiste Fernand Yveton fut condamné à mort, le 26 novembre 1956, et exécuté le 11 février 1957, pour avoir aidé le FLN algérien.

Il était ministre de la Justice quand, dans la même période, Maurice Audin a disparu, exécuté, après avoir été torturé par les paras d'Alger auxquels Mitterrand et ses collègues socialistes du gouvernement d'alors avaient donné tous les pouvoirs. Parce que Maurice Audin, comme d'autres, s'était mis du côté du peuple algérien. Mitterrand était au gouvernement quand des milliers d'autres, des Algériens dont l'histoire des exploiteurs et des oppresseurs n'a bien sûr pas retenu les noms, sont morts, « *baillonnés, persécutés, torturés parce qu'ils voulaient vivre et vivre libres* », comme le dit aujourd'hui Mitterrand, qui n'a vraiment pas honte !

Et c'est plus facile à Mitterrand d'aller saluer la mémoire des Pancho Villa ou Emiliano Zapata à Mexico, que de saluer, ici en France, celle des combattants algériens du FLN — pour ne citer que ceux-là — assassinés par les forces de l'ordre de l'impérialisme français, quand Mollet... et Mitterrand étaient au gouvernement.

M.V.

EN BREF...

Caisse noire ou caisse rose ?

La discussion du projet de budget 1982 doit bientôt démarrer au Parlement, et le quotidien **Libération** du mardi 20 octobre rappelle que les petits scandales budgétaires dénoncés ces dernières années par les députés socialistes ont la vie dure. De ce côté-là aussi, l'arrivée de la gauche au gouvernement, c'est la continuité plutôt que le changement.

Il y a par exemple les fonds spéciaux, ou fonds secrets, cette petite cagnotte que le Premier ministre peut utiliser comme il l'entend, sans avoir à en rendre compte. L'an dernier, le député PS Emmanuelli — qui est aujourd'hui ministre — en avait dénoncé l'existence.

Eh bien dans le projet de budget 1982, la cagnotte se monte à 286 millions de francs. Elle est augmentée de 19 % par rapport à l'an dernier : plus que l'inflation !

Et puis, il y a les fonds de concours, qui se montent, eux, carrément à 30 milliards de francs : 4 % du budget total. Ils sont dans les caisses des différents ministères et leur utilisation n'est pas non plus discutée par les députés.

Defferre disait que cela était **« antidémocratique et antiparlementaire »**. Mais Defferre disait cela il y a deux ans, en 1979. Aujourd'hui, il n'est plus question de supprimer aux ministres leur caisse noire.

Mais après tout, on ne voit pas pourquoi les députés iraient chipoter 30 milliards aux ministres, quand ils s'apprêtent à voter des deux mains, selon les règles démocratiques et parlementaires cette fois, 120 milliards pour l'armée.

Euréka !

L'Etat aide les entreprises, c'est bien connu !

Dans le domaine de la recherche scientifique, il existe même un organisme, au nom pompeux d'Agence Nationale pour la Valorisation de la Recherche (ANVAR), qui est tout simplement l'organisme distributeur des subventions.

A qui profitent ces aides ? Voilà une question à laquelle répond le journal ***Les Echos :*** *ce sont bien sûr les plus grosses entreprises, celles de plus de 500 salariés, qui ont touché 46 % du pactole ! Un pactole qui s'élèvera à 760 millions de francs en 1982. Et ce n'est là que la partie visible des aides !*

Bref, l'aide à la recherche, c'est un moyen de plus pour distribuer de l'argent à ceux qui en ont beaucoup.

Mais, puisqu'il s'agit de recherches, ***Les Échos*** *ont trouvé quelques petits innovateurs individuels qui ont touché un petit quelque chose. Ils citent le cas d'un inventeur d'un procédé de développement photo couleur et celui d'un appareil d'éducation musicale.*

Bravo aux ***Echos*** *pour cette découverte : ce n'était pas facile à trouver !*

De l'argent pour les licencieurs

C'est 195 millions de francs que le gouvernement vient de décider de verser aux usines Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, sous forme de primes au développement régional, d'avantages liés au contrat de solidarité, de ristourne sur les intérêts dus par Ford sur ses emprunts.

En échange de quoi, Ford, qui a déjà licencié 1 000 personnes et largement abusé de la mise en chômage technique du personnel restant, s'engage à continuer à licencier — mais, cette fois, soi-disant pour embaucher des jeunes à la place — et à mettre les travailleurs au chômage technique pour certaines périodes de l'an prochain.

Dans deux ans, ça ira mieux, paraît-il, pour cette entreprise de l'automobile et en 1985 l'effectif sera même peut-être augmenté de quelques centaines de personnes.

Bref, c'est l'embauche pour plus tard — si tout va bien — mais les millions par centaines, tout de suite, dans les caisses de Ford.

Petite nouvelle qui intéressera les smicards

Le Monde, jugeant **« l'initiative intéressante »,** reprend la déclaration du président du Crédit Commercial de France, qui avoue avoir touché 1 million et demi de francs de rémunération pour l'an passé, soit 150 millions de centimes.

Mais, a ajouté ce pauvre homme : **« Je vous ferai observer que j'ai 75 % d'impôts à payer sur la tranche supérieure de cette somme, de loin la plus importante ».** Heureusement qu'il lui reste la tranche inférieure...

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

• LILLE

Samedi 21 novembre à partir de 19 heures
Dimanche 22 novembre de 12 heures à 21 heures
au Palais RAMEAU

• ANGERS

Salle de la Maison des Arts Bellefontaine
Entrée rue Louis GAIN
Samedi 31 octobre de 18 heures à 23 heures

MEETING • LYON

Jeudi 29 octobre 20 h 30
Salle des Conférences
Palais du Travail Villeurbanne

Jamais contents

Ceyrac, le patron des patrons, était le 18 octobre l'invité du Club de la Presse d'Europe n° 1. Il a porté un certain nombre de critiques sur la politique du gouvernement. Il s'est plaint des nationalisations : **« Les entreprises privées paient vingt fois plus d'impôts sur les bénéfices et ont dix fois moins de subventions que les entreprises publiques, à production comparable »,** a-t-il dit. Suivez mon regard.

Il n'a pas non plus ménagé ses critiques vis-à-vis des charges que paient les employeurs, déclarant à propos de l'UNEDIC et de la Sécurité sociale : **« Les douze milliards de francs prévus — six milliards d'emprunts plus six milliards d'impôts — ne permettent de tenir que jusqu'au 1er juin 1982. En ce qui concerne la Sécurité sociale, il faudra trouver 23 milliards en 1982. Je ne sais pas comment on les trouvera, je ne sais pas qui paiera... De toute façon ce sera ou les entreprises ou les salariés »,** a-t-il rajouté.

Eh oui, la question est là, et Ceyrac annonce la couleur : les patrons, eux, ne sont pas d'accord. On s'en serait douté.

Chér...ot !

Trop chère, l'eau : c'est ce que pensent 3 000 familles d'Elancourt, une des communes de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. Elles ne voient pas pourquoi elles doivent payer leur eau 7,85 F le m³, alors que leurs voisins ne la paient que 4,50 F, voire 3,00 F.

Elles ont donc décidé de réajuster leurs factures, et ne s'acquittent que de 4 F par m³.

Bonne idée. Et, à leur suite, on a bien envie de dire : trop chères, les factures d'EDF ; trop chers, les impôts...

Les grognards de la République

C'est la grogne chez les officiers généraux, depuis que Mauroy a fait une vague déclaration envisageant d'examiner le cas des anciens militaires qui cumulent une retraite donnée par l'armée et un emploi salarié !

Il est vrai que, demander à ces gens de choisir entre leur retraite et leur emploi, ce serait vraiment la moindre des choses ! Cela permettrait soit de dégager des emplois, soit de faire quelques économies.

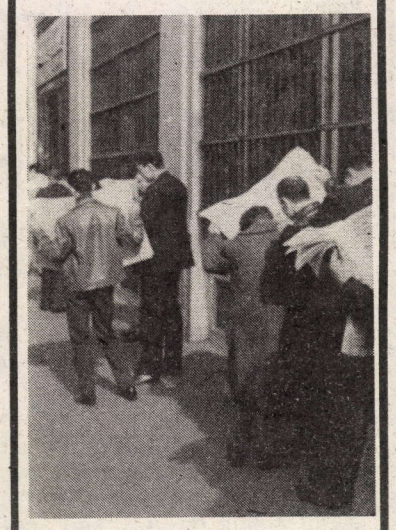
Malgré le vague du projet, les officiers généraux qui composent le Conseil supérieur de la fonction militaire clament leur indignation et partent à l'attaque.

Réunis sous la présidence de Charles Hernu, ces messieurs galonnés ont même publié un communiqué de protestation.

Immédiatement, du côté du Premier ministre, on s'est empressé de dire ***« qu'il n'y avait pas encore de véritable projet de loi »*** *et qu'on ne visait de toute façon que* ***« quelques rares militaires privilégiés ».***

On attend pour voir si le gouvernement maintiendra quand même son projet.

Quand c'est plus c'est moins ?



En ce qui concerne le chômage, on s'est encore un peu rapproché du cap des deux millions de chômeurs. Fin septembre, le nombre de demandeurs d'emplois atteignait 1 912 000, soit une hausse de 10 % par rapport au mois d'août et plus de 25 % par rapport à l'an passé.

Mais c'est ici qu'intervient une fois de plus le miracle des variations saisonnières, cette fameuse correction des chiffres qui permet de leur faire dire que le chômage, tout en ayant augmenté, a quand même diminué.

En données ainsi tripotées, le chômage aurait donc diminué de 1,3 % en septembre par rapport à août. Traduisez en clair : on s'attendait à encore pire et, par rapport à ce « encore pire », on peut considérer qu'il y a eu diminution.

Pour le gouvernement, c'est peut-être une victoire. Mais pas pour les 1 912 000 chômeurs.

LE PROBLÈME DES GOUVERNANTS SOCIALISTES :

Les patrons empochent mais ils ne diront pas merci !

« Dans cette situation de crise, il n'y a pas deux politiques possibles au service de la bourgeoisie. François Mitterrand est tout autant au service de cette bourgeoisie que Giscard et son élection ne changera rien de fondamental », **écrivions-nous le 9 mai dernier, à la veille du second tour de l'élection présidentielle.**

Cinq mois après l'installation de Mitterrand à la présidence de la République, et celle d'une équipe à majorité socialiste au gouvernement, tout montre en effet que les nouveaux gouvernants n'ont pas une autre politique que les anciens. Et même l'emballage, aujourd'hui, même la façon de dire les choses, ne sont pas bien différents de sous Giscard et Barre.

Ceyrac reçu par Mauroy : le visage d'un patron heureux.

Quand les socialistes sont arrivés au gouvernement, ils disaient vouloir, et pouvoir, résoudre la crise par une relance du pouvoir d'achat, par un élargissement de la consommation intérieure. La population aurait plus d'argent, elle pourrait acheter plus, la production serait donc relancée et le chômage pourrait se résorber.

Mais rien ne s'est produit dans ce sens. Le nouveau gouvernement a augmenté un peu le SMIC, augmenté un peu les allocations familiales. Les ressources des plus démunis ont légèrement augmenté. Mais, comme les prix ont continué de grimper, dont les prix des services publics — transports, EDF, timbres-poste —, sans compter le prix de l'essence, des tabacs, le pouvoir d'achat de tous les salariés est plus faible encore qu'avant. Et comme le chômage continue d'augmenter, la part globale des salariés dans la consommation diminue d'un mois sur l'autre.

Et puis, devant la faiblesse du franc, liée d'ailleurs à la défiance politique des milieux industriels et financiers nationaux et internationaux, les nouveaux dirigeants socialistes ont été contraints de dévaluer. Ils ont ainsi rendu service aux industriels français qui exportent. La dévaluation peut les aider à être plus compétitifs. Mais tous les consommateurs et tous les salariés, eux, paient tout plus cher : ce qui est importé, ce qui contient des matières premières importées, mais ce qui n'en contient pas aussi. Et la dévaluation ne peut que contribuer à baisser encore le pouvoir d'achat général.

Alors, les nouveaux gouvernants ont même changé de ton maintenant. Ils ne parlent plus de relance, de reprise par l'élargissement de la consommation. Depuis la dévaluation, il est question de politique de « fermeté » sur les prix et... les salaires, de « politique des revenus », qui consiste à s'en prendre à ceux dont on connaît précisément les revenus, c'est-à-dire essentiellement les salariés, tous les salariés.

Et l'augmentation des taxes, des prix, les encouragements donnés aux patrons — comme s'ils en avaient besoin — d'être raisonnables en ce qui concerne les hausses de salaires, de même que l'accroissement du nombre des chômeurs, tout concourt aujourd'hui à la restriction de la consommation intérieure. Au contraire de la politique affirmée il y a quelques mois.

A vrai dire, les socialistes au pouvoir n'avaient pas une autre politique à faire que celle qui est la leur aujourd'hui. Tout juste avaient-ils un autre langage. Ils disaient à tous ceux qui travaillent qu'ils vivraient mieux parce que leur pouvoir d'achat augmenterait, en espérant que les industriels, les banquiers, tous ceux qui investissent pour faire des profits sauraient lire entre les lignes et comprendre que, si les petites gens avaient droit aux paroles, eux, et eux seuls, auraient droit aux cadeaux. Et tandis qu'ils faisaient des phrases pour les travailleurs, ils payaient déjà le monde patronal d'autre chose que de mots.

Le projet de budget 1982 prévoit une multitude d'aides directes et indirectes supplémentaires pour le monde de l'industrie et de la finance : une multitude d'allègements des charges sociales, par le biais des pactes pour l'emploi des jeunes qui ont été reconduits, de nouvelles commandes de l'Etat, et les nationalisations vont être indemnisées bien au-dessus de la valeur en bourse des actions.

Mais les patrons ne veulent pourtant rien entendre. Ils veulent bien empocher, mais ils ne veulent pas dire merci. Delors a beau se faire le plus gentil, et Rocard aussi, les responsables du monde patronal continuent à critiquer, à dénoncer.

Aujourd'hui, à quelques jours de l'ouverture du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, le patronat adresse même une mise en garde solennelle aux députés. Selon les dirigeants du CNPF et de la CGPME, le budget 1982 comporterait **« des charges mortelles pour les entreprises »** !

Bien sûr, entre le patronat et le gouvernement, se livre un jeu de marchands de tapis. Plus le patronat demande de cadeaux, pris d'une façon ou d'une autre sur le budget de l'Etat, plus il a de chances d'en obtenir. Et plus il en obtient, comme on l'a vu avec les querelles sur les nationalisations.

Mais, quand bien même les patrons obtiendraient ce qu'ils souhaitent, ils ne diraient ni « Vive le socialisme », ni même merci. Car il y a là un problème politique.

C'est la crise. Les classes dominantes, dont la gestion condamne la société à cette crise, ont tout intérêt à trouver d'autres responsables qu'elles : le gouvernement, par exemple ! Et c'est tellement plus facile d'attaquer un gouvernement qui se dit socialiste que de s'en prendre à un gouvernement ouvertement de droite !

Alors Mitterrand et Mauroy auront beau continuer à faire des cadeaux aux riches, à tenter de les acheter, à flatter l'état-major, rien ne fera changer les bourgeois et leurs représentants politiques de droite.

On le voit bien aujourd'hui, où la nouvelle opposition trouve à critiquer sur absolument tout, et même sur la politique antérieure que les nouveaux gouvernants se contentent de reconduire ! Les hommes de la droite reprochent aux socialistes le déficit budgétaire qui est, pour 1982, important, certes, mais destiné à financer et l'industrie et l'armement, c'est-à-dire encore l'industrie. Sur des détails, ils mènent aussi la guerre : les giscardiens se font les défenseurs des radios libres, qu'ils n'avaient jamais autorisées et qu'ils avaient même combattues, jusqu'à infliger à leurs responsables saisies de matériel et procès.

C'est l'intérêt politique de la droite, de l'opposition qui ne peut espérer revenir au gouvernement qu'après que le gouvernement actuel ne soit suffisamment usé, que de mener cette guérilla sur tous les fronts. Mais c'est l'intérêt de tous les nantis, qui exploitent et profitent, de masquer leur propre responsabilité derrière celle des gouvernants en place, qui ne sont pourtant, de gauche comme de droite, que des potiches, au mieux des larbins. Avec, prime pour les nant aujourd'hui où c'est la gauc qui gouverne, la possibilité dire : « C'est la faute aux soc listes », et aussi : « C'est la fau aux travailleurs ».

Alors, qu'ils le veuillent non, les gouvernants socialist ne peuvent que renforcer droite.

Ceux qui leur sont déjà pol quement hostiles n'ont aucu raison de taire leurs critiques, désarmer. Quant aux autres, a travailleurs et aux petites ger qui ne leur étaient pas hostil au départ, et ne le leur sont p encore, ils ne peuvent qu'êt toujours plus déçus.

Certes, pour la grande maj rité de ceux qui attendaient qu que chose de la gauche au go vernement, la déception ne vie dra pas de ce que telle ou tel promesse précise n'a pas é tenue. La poursuite du pr gramme nucléaire ne déçoit qu les militants antinucléaires q nourrissaient des illusions dar les socialistes, de même que refus présent de diminuer durée du service militaire n déçoit qu'une petite fraction d l'intelligentsia petite bourgeoise.

Les gens du peuple n'épl chent pas les catalogues de pr messes, ni les programmes de partis de gauche auxquels i donnent leurs voix. Mais si rie ne change dans leur vie quot dienne, en bien pour eux, si l situation au contraire s dégrade, alors la déception peu venir.

En assumant la gestion de affaires de la bourgeoisie dan cette période de crise, le gouve nement socialiste ne peut qu renforcer la situation politiqu de la droite pour l'avenir. Il n peut que l'aider à devenir le futu pôle de regroupement de tou les mécontents. Et comme c'es le jeu politique de la droite aussi, de croire ou laisser croir que tout ce qui est « socialiste est aussi « ouvrier », la class ouvrière risque de se retrouve non seulement victime de l'évo lution économique, mais auss accusée d'être responsable d tous les maux, sur le plan polit que.

Alors il serait indispensabl pour les travailleurs d'engage leur propre combat contre l situation actuelle, le chômage e l'inflation, et ceux qui, au gou vernement, aident les capitalis tes à la maintenir pour mainteni leurs profits et bénéfices. I serait indispensable que les tra vailleurs ne laissent pas la droit seule critiquer, seule s'oppose et seule cueillir les fruits d mécontentement, voire de l colère qui peuvent s'exprime demain, si la crise s'aggrave. I serait indispensable que les tra vailleurs montrent, par leur lutte que la politique des socialiste n'est pas la leur, qu'elle se fai contre eux.

Et si les travailleurs mon traient par leurs luttes qu'ils n'ont plus confiance dans les ministres socialistes et leur qua tre otages communistes au gou vernement, qu'ils n'en attenden plus rien, c'est alors que la bour geoisie serait prise d'une vrai peur, d'une peur qui serait peut être le début de la sagesse.

Michelle VERDIER

Le programme du Parti Socialiste : paroles, paroles, paroles...
(Photo Elie Kagan)

POLOGNE

LA CRISE POLITIQUE

Ces jours derniers, la Pologne a été doublement en tête de l'actualité. Lech Walesa a passé quelques jours en France. Et, dans le même temps, Kania était remplacé à la direction du parti polonais par le général Jaruzelski, qui cumulerait ainsi les fonctions de chef du gouvernement et chef du parti.

Depuis août 1980, les travailleurs luttent en Pologne pour des libertés qu'ils n'avaient pas : le droit syndical, le droit de grève, et aussi pour de meilleures conditions de vie. Et on ne peut pas dire que leurs luttes n'ont pas d'incidences politiques. Depuis août 1980, ces luttes ont entraîné de multiples changements à la tête de l'Etat et du parti.

Chaque fois qu'un homme est remplacé par un autre, on peut se demander si cela va être mieux ou pire pour les travailleurs, si le régime va se durcir ou se démocratiser. C'est la question qui se pose avec, toujours, derrière, la menace des troupes russes, dont on se demande si elles vont intervenir, comme elles l'ont fait dans le passé en Hongrie et en Tchécoslovaquie.

En fait, la lutte des ouvriers polonais et la lutte de Solidarité est autant politique qu'économique. Parce que dans tous les pays du monde, dès que les travailleurs mènent une lutte importante par son ampleur, sa profondeur ou sa durée, ils bousculent le jeu politique.

Et en Pologne tout particulièrement.

La lutte que les travailleurs mènent en Pologne est une lutte revendicative, bien sûr, on l'a dit. Une lutte contre les prix qui grimpent, contre le rationnement, même pas pour le bien-être mais d'abord pour la nourriture. Mais c'est aussi une lutte pour gagner des libertés, le droit de parole, le droit de grève, sous un régime qui prétend que c'est par et pour les travailleurs que le pays est dirigé. Et comme ce régime a été imposé au pays par la pression militaire et politique du voisin russe, cette lutte prend aussi un caractère nationaliste — les Polonais contre les Russes —, en même temps qu'un caractère religieux, puisque l'Eglise catholique était la seule force d'opposition ouvertement tolérée par le régime.

Et cette lutte qui continue sur ces deux plans — économique et politique — a bien évidemment des conséquences au sein du gouvernement et du parti, à l'intérieur desquels s'affrontent, depuis un an, les adversaires et les alliés des dirigeants russes.

Un des premiers actes du général Jaruzelski, a-t-on pu lire dans la presse, aurait été de réunir un Conseil National de Défense, en présence de tous les généraux commandants de région militaire, pour définir les tâches des forces armées dans la situation actuelle du pays. Cela peut être pris comme un signe de durcissement possible contre les travailleurs. Mais, dans le même temps, Jaruzelski aurait fait des ouvertures à l'Eglise et à Solidarité, évoquant, comme son prédécesseur Kania, la possibilité d'un gouvernement dit d'Union nationale. Et, par ce dernier geste, le général secrétaire du parti ne semble pas déclarer la guerre à Solidarité, loin de là.

Jaruzelski. (AFP)

Ainsi, d'entrée de jeu, Jaruzelski apparaît à la fois comme un homme à poigne, responsable de l'armée — sous-entendu : prêt à s'en servir — et comme un homme de dialogue faisant des ouvertures à Solidarité.

Ce qu'il sera, et ce qu'il fera, de toute façon, dépendra probablement plus de ce que voudront et feront Solidarité et les travailleurs polonais que de la volonté de celui qui dirige formellement le pays.

Et il n'est pas impossible que le nouveau chef du parti soit à la fois un partisan de la Pologne aux Polonais, adversaire de la Russie, et en même temps un homme prêt à limiter les revendications des travailleurs et à suspendre le droit de grève.

Car si, pour les travailleurs polonais, la lutte pour leur liberté et la lutte contre la tutelle des dirigeants russes sont liées, il n'en va pas de même pour les dirigeants polonais. Certains verraient d'un bon œil de pouvoir prendre

Walesa à Lens : « Ambiance polonaise »

Il y a dans le Nord-Pas-de-Calais une forte communauté polonaise : 25 000 personnes. Ils étaient 5 000 dimanche 18 octobre pour accueillir Lech Walesa à Lens, sous un grand chapiteau, au stade Bollaert.

Il y avait du monde, donc. Mais on a surtout vu une longue, très longue messe, coupée par un long, très long sermon. Le prêtre polonais a évoqué le calme, la modération, le sens religieux, qui selon lui seraient des qualités typiquement polonaises. Il conclut son envolée lyrique pour dire qu'il ne fallait pas toucher à la nation et à l'église polonaises, car ce serait toucher à l'Eglise universelle et aussi au cœur de la France !

Après les discours, ce fut l'après-midi folklore. Les groupes de danse et les chorales étaient là. Les chants, comme les cantiques de la messe, comme l'hymne national polonais, étaient repris en chœur par la foule. Les affiches annonçaient « *ambiance polonaise* » et, en effet, la venue de Lech Walesa à Lens a été surtout une grande rencontre pour la communauté polonaise du Nord.

Les aspects religieux et nationalistes prédominaient donc dans cette réunion.

Ce n'était certes pas surprenant, vu ce que l'on sait des convictions religieuses de Walesa et de la direction de Solidarité. Mais, dans tout cela, il a été très peu question de la lutte des travailleurs polonais...

Correspondant LO

(AFP)

Quelques questions à Geremek

Geremek, porte-parole et conseiller de Walesa, présent à Lens, a répondu à quelques-unes de nos questions. Nous livrons ici ses réponses, qui donnent une petite idée de ce qu'est le syndicat Solidarité. C'est ainsi que nous lui avons demandé :

« Est-ce que tout le monde à Solidarité est d'accord avec l'importance qui est donnée à la religion ?

— Tout le monde n'est pas forcément d'accord avec Walesa sur tout, dans Solidarité. Il y a des tendances. Mais la religion fait partie de la vie de tous les Polonais. Ils sont profondément religieux, et on ne peut pas passer à côté de cette chose-là.

— Mais le vote contre la messe au congrès ?

— La presse a mal interprété cette chose-là. Par ici, vous n'avez pas compris de quoi il s'agissait. Personne n'a remis la messe en question. Le problème qui était posé était le suivant : le congrès doit-il aller à la cathédrale pour la messe, ou bien est-ce qu'on fait la messe sur place ? Et celui qui présidait les débats a commis la bêtise de mettre cela aux voix. La majorité du congrès a voté pour aller à la cathédrale. C'est comme ça que la presse s'est trompée. Mais comme la solution la plus simple et qui faisait gagner du temps était de faire la messe sur place, c'est quand même ce qu'on a fait.

— Vous parliez de tendance dans Solidarité. Lesquelles ?

— Il y a une tendance qui pense qu'il faudrait un retour au capitalisme, comme par ici, avec des capitaux privés. Mais c'est une minorité. Dans les statuts de Solidarité, on ne parle pas de socialisme. Mais la grande majorité est socialiste. Je le sais bien, car j'ai beaucoup posé de questions dans les usines. Quand on demande aux gens s'ils veulent que les usines redeviennent privées, quand on leur demande s'ils veulent que la terre soit possédée par des grands propriétaires, ils répondent non, bien sûr. Ce qu'ils veulent surtout, c'est des améliorations, plus de droits.

Enfin, il y a une tendance d'extrême-droite. Ils veulent former le Parti National. Ils veulent une Pologne indépendante tout à fait, une Pologne très grande et puissante. Ça prend un peu chez les mineurs. Mais c'est encore tout petit : 9 000 membres peut-être, sur 10 millions. Personnellement, je serais favorable à ce que les tendances apparaissent ouvertement dans Solidarité. »

dre du champ vis-à-vis de l'URSS. Mais, s'ils sont prêts à se servir de l'énergie, de la combativité des travailleurs polonais et de leur nationalisme, ils ne sont pas prêts à leur laisser le pouvoir.

Et le problème est de savoir si, en se battant pour eux-mêmes, les travailleurs polonais ne vont pas tirer les marrons du feu pour d'autres.

Ici, en France, bien des travailleurs se sont félicités il y a quelques mois d'avoir par leurs bulletins de vote remplacé Giscard par Mitterrand. Mais est-ce que les nouveaux dirigeants qui se sont servis des voix des travailleurs gouvernent aujourd'hui pour eux ?

Les travailleurs polonais et français ne sont pas dans la même situation politique, ni engagés dans les mêmes luttes. Mais ils ont au moins en commun d'être considérés de la même façon par les hommes politiques qui les gouvernent : comme des gens dont on peut se servir pour se hisser au pouvoir, en s'appuyant sur leurs luttes, ou seulement sur leurs bulletins de vote, mais auxquels en aucun cas on ne veut donner une fraction de pouvoir ou de liberté.

L'union et la solidarité font la force !

Il ne fait pas bon s'attaquer au syndicat Solidarité. C'est ce qu'ont dû se dire les miliciens de Katowice, une ville de Pologne.

Ces miliciens ont voulu s'en prendre à une voiture utilisée par des militants de Solidarité pour vendre leur presse. Trois fourgons de police sont arrivés pour encercler la voiture de Solidarité. Un militant a été malmené. Les policiers ont tenté de saisir les publications syndicales.

Seulement le vent a vite tourné en défaveur des miliciens, car très rapidement la population s'est attroupée et ce furent les miliciens qui se trouvèrent à leur tour encerclés, leurs fourgons renversés, et ils se dégagèrent en lançant quelques grenades lacrymogènes. Comme ils avaient réussi à entraîner un militant au commissariat, la foule les y a suivis et plusieurs milliers de personnes ont attendu là jusqu'à la libération du syndicaliste.

A Katowice, la population sait faire respecter les droits démocratiques !

Walesa à la SNECMA

Le jeudi 15 octobre, à l'invitation de la section CFDT, Lech Walesa et quelques autres dirigeants de Solidarité, accompagnés d'Edmond Maire et de Chérèque, ont visité l'usine de la SNECMA à Corbeil-Essonnes. L'entreprise nationale avait été choisie par Edmond Maire comme un exemple de la technique française.

Un mini-podium avait été dressé à l'entrée de l'usine, et les travailleurs étaient conviés à 12 h 30 (une demi-heure d'autorisation d'absence, mais non payée, avec possibilité de récupération, était accordée par la direction) pour accueillir le leader syndicaliste polonais.

Cinq à six cents personnes, une petite foule, se sont déplacées. Sur ce total, il est difficile cependant de savoir combien de travailleurs ont effectivement pris la demi-heure, car l'arrivée de la délégation polonaise coïncidait avec le premier service du restaurant...

Dans le protocole de réception, il était prévu un discours d'accueil par le directeur. Mais celui-ci, occupé ailleurs, ne s'est pas montré. Le secrétaire de la section CFDT a souhaité la bienvenue aux représentants de Solidarité, puis il a remis à Walesa une enveloppe contenant les revendications défendues par son organisation dans l'entreprise. Cette démarche a déclenché l'hilarité de l'assistance et embarrassé quelque peu Walesa qui déclara, avec humour probablement, qu'il ne pouvait rien pour nous !

Après le déjeuner, c'est la direction qui a pris les affaires en main. Deux directeurs et un imposant service d'ordre de trente syndiqués CFDT ont visité des ateliers. Tout était en place comme pour la venue d'un client : la grande lessive avait été faite, affiches et autocollants avaient été soigneusement décollés. La direction, consciente de ses responsabilités, craignait-elle de ranimer la contestation chez ses hôtes syndicalistes ? En tout cas, cette promenade a été l'occasion d'un aimable chahut pendant toute la visite. Les travailleurs applaudissaient et se précipitaient pour voir Walesa de près et, profitant de la présence des directeurs, clamaient haut et fort leurs revendications.

L'affaire était une opération publicitaire pour la centrale d'Edmond Maire. La CGT, quant à elle, a boudé dans son coin, toute la journée. Walesa, c'est pas son genre... Certains de ses militants ironisaient volontiers : votre Walesa est aux ordres du Vatican. Peut-être ; mais pour l'heure, les travailleurs polonais ne sont pas plus mal lotis avec Walesa, loin de là, que nous avec Séguy ou Maire ! Et certains travailleurs de la SNECMA n'ont pu s'empêcher de penser que, si les dirigeants syndicalistes français ne se mettaient pas à genoux devant une croix, cela ne les empêche pas de passer bien du temps sur leurs deux fesses, autour des tapis verts...

Correspondant LO

« Solidarité-Force Ouvrière, même combat » : *Walesa, on se l'arrache !* (AFP)

ANVERS

UN AVERTISSEMENT

Le sanglant attentat d'Anvers a fait, aux dernières nouvelles, trois morts et quatre-vingt-dix-neuf blessés, dont douze graves. Son caractère antisémite ne fait pas de doute : l'explosion s'est produite dans un quartier juif, le quartier des diamantaires, à proximité immédiate d'une synagogue, le jour de la fête israélite de Simhat Tora, quelques minutes avant un office religieux qui devait réunir la communauté juive. L'explosion a été très violente. Il semble seulement que la charge ait explosé un peu avant l'heure prévue, causant ainsi probablement moins de morts que les auteurs de l'attentat ne l'espéraient sans doute.

Bien sûr, les protestations et les condamnations pleuvent, en provenance de tous les milieux politiques, en Belgique et dans les autres pays, notamment en France. On annonce que toutes les mesures seront prises, que les coupables seront châtiés. Mais il y a un an, le 3 octobre 1980, c'était à Paris qu'un attentat du même genre était perpétré, devant la synagogue de la rue Copernic. Et là aussi, on a assisté à des protestations, à des manifestations d'indignation de tous les milieux et de toutes les tendances politiques. Là aussi, gouvernants et responsables de la police ont déclaré que les coupables seraient retrouvés, châtiés, qu'il n'y aurait pas d'autres Copernic.

Eh bien, où en est-on, un an après ? Les auteurs de l'attentat de la rue Copernic courent toujours. La police française avait été mise en cause à l'époque, à cause de ses liens et de ses complaisances avec l'extrême-droite. Le ministre de l'Intérieur d'alors, Christian Bonnet, avait naturellement protesté et dit que rien ne l'arrêterait dans la recherche des auteurs de l'attentat. L'enquête s'est pourtant visiblement arrêtée très vite, après que la police eut parlé d'une « piste chypriote », menant paraît-il vers des organisations palestiniennes. Mais la piste chypriote en question semble avoir conduit au désert, et surtout avoir eu pour principal intérêt de détourner les soupçons de l'extrême-droite, et d'éluder la question de ses liens avec la police.

En Belgique, aujourd'hui, après l'attentat d'Anvers, il semble bien qu'il se produise exactement la même chose. Les premiers à être mis en cause sont les Palestiniens, sans qu'il y ait pour cela plus d'indices qu'après l'attentat de la rue Copernic, et bien que l'on sache très bien que les organisations palestiniennes n'ont nullement pour politique de frapper les communautés juives de par le monde : elles mènent un combat contre la politique de l'Etat d'Israël au Moyen-Orient, et non un combat raciste et antisémite. Mais n'est-il pas infiniment plus commode de les mettre en cause que de diriger l'enquête vers les milieux d'extrême-droite qui, en Belgique comme en France, disposent de nombreuses complicités et facilités, ou tout simplement d'hommes, dans la police et dans l'appareil d'Etat ?

Alors, tout porte à penser que les auteurs de l'attentat d'Anvers vont courir longtemps, tout comme ceux de l'attentat de la rue Copernic.

Tout porte à penser qu'il s'agit d'un attentat émanant de milieux d'extrême-droite. C'est une politique de celle-ci, qu'elle mène traditionnellement : par des attentats aveugles et meurtriers, il s'agit pour elle tout à la fois de déclencher la peur, le désir d'ordre et de sécurité, et la haine raciste contre des minorités choisies pour servir de boucs émissaires. C'est une politique qui a réussi, dans le passé, à un Hitler. Alors, il se trouve évidemment aujourd'hui des gens pour s'en inspirer : Hitler a pu exploiter à son profit les sentiments de peur, de désespoir, les frustrations et les désirs de vengeance et de violence engendrés par la crise économique que connaissait l'Allemagne. Alors, pensent certains, puisque nous connaissons aujourd'hui aussi la crise, le moment n'est-il pas bien choisi pour utiliser à nouveau les vieilles recettes ?

Des groupes faisant ce calcul politique, essayant de se préparer pour être les Hitler de demain, il en existe aujourd'hui dans toute l'Europe. La France a connu l'attentat de la rue Copernic, l'Allemagne l'attentat de la foire de Munich l'an dernier, l'Italie le meurtrier attentat de la gare de Bologne l'an dernier aussi. Le point commun de tous ces attentats est qu'ils n'ont pas été éclaircis, que partout on a raconté à la population indignée que, pour les combattre, il fallait faire confiance aux institutions démocratiques et à la police qui, dans tous les pays, s'est montrée pourtant de la même inefficacité. Evidemment, aucun des grands partis de gauche n'a pris sur lui d'appeler la population à faire elle-même sa police, à mettre en échec elle-même les tueurs, à protéger elle-même les minorités menacées, qu'elles soient juives, arabes, noires ou autres. Car ces grands partis, respectueux de la légalité, ne veulent pas voir la population s'organiser et se battre pour elle-même. Ils préfèrent la voir soumise et respectueuse, même si cela revient peut-être à la livrer désarmée, demain, aux entreprises d'un parti fasciste.

L'antisémitisme et le racisme qui jaillissent d'une société en décomposition visent aujourd'hui des minorités, pour en faire des boucs émissaires. Mais, dans tous les cas, c'est toute la population qu'ils visent à mettre en esclavage demain, comme Hitler ou Mussolini l'ont fait hier. Anvers, Copernic sont des avertissements.

André FRYS

GRÈCE

Après la victoire électorale des socialistes

Quel « chai pour les tra

En Grèce, le Parti Socialiste, le PASOK, est sorti grand vainqueur des élections législatives du dimanche 18 octobre : avec 48,05 % des voix, il a 174 élus sur 300 députés, soit une confortable majorité. Les Grecs ont ainsi, semble-t-il, choisi le changement, en renvoyant dans l'opposition une droite qui exerçait le pouvoir pratiquement sans discontinuer depuis 37 ans, soit sous forme civile, soit, de 1967 à 1974, sous la forme de la dictature des colonels. La crise économique en Grèce, comme il n'y a pas longtemps en France, semble avoir contribué à accélérer l'usure du parti au pouvoir et à amener la victoire de l'opposition.

Le nouveau gouvernement formé par le chef du PASOK, Andreas Papandreou, est donc maintenant en place. Il n'est formé que de membres de ce parti, tandis que la présidence de la République continue d'appartenir au vieux leader de la droite grecque, Constantin Caramanlis. Et sans doute, pour les masses populaires grecques, la victoire du parti qui se réclamait du « changement » dans la campagne électorale, correspond-elle à un certain nombre d'aspirations sociales et politiques, bien qu'elle soit aussi le résultat du ralliement au PASOK d'un certain nombre de politiciens du centre, et avec eux de leur électorat.

Une chose est pourtant certaine : le « changement » en question sera bien limité. L'attitude du nouveau Premier ministre le montre d'ores et déjà très bien. Sa personnalité elle-même est d'ailleurs éloquente : Andreas Papandreou était lui-même député de l'Union du Centre en 1964, et fut ministre dans le gouvernement de son père Georges, durant le bref intermède où, avant la dictature des colonels, celui-ci fut chef du gouvernement. C'est donc un vieux politicien, pas spécialement de gauche. Sa réussite est celle d'une opération politique visant à rassembler un certain nombre de forces politiques autour de sa personne et de thèmes comprenant certes le « changement », mais aussi quelques thèmes nationalistes — telle la sortie de la Grèce du Marché commun —, qu'il semble tout à fait prêt à oublier, une fois élu. Et il s'emploie maintenant à rassurer la droite, les milieux d'affaires et l'armée qui, d'ailleurs, ne semblent pas du tout effrayés par la victoire de ce Parti Socialiste qui ne se dit même pas « de gauche ».

La situation de la Grèce ressemble donc à celle de la France, pas seulement parce qu'un Parti Socialiste

La Grèce depuis la chute de la dictature

Le visage d'Athènes au temps des colonels. (AFP)

1974 : 24/7 Retour à Athènes de Caramanlis, à l'appel du dictateur Guizikis incapable de faire face aux conséquences de l'intervention grecque à Chypre et à la défaite devant la Turquie. Fin du régime de dictature militaire.
25/7 Libération des détenus politiques.
8/11 Référendum sur la République : 70 % pour.
17/11 Elections législatives. La Nouvelle Démocratie de Caramanlis obtient 220 sièges sur 300.

1975 : 24/2 un complot favorable au retour de la dictature est étouffé.
12/6 Demande officielle d'entrée dans la CEE.
23/7 Violents affrontements entre des grévistes du bâtiment et la police.
23/8 Les trois colonels-dictateurs sont condamnés à mort et leur peine est immédiatement commuée en prison à vie.

1976 : 24-25/5 Grève générale de 48 heures pour la défense du droit de grève. A Athènes, violents affrontements : un mort. A Rhodes, manifestations anti-américaines qui tournent à l'émeute. Plusieurs centaines de syndicalistes sont licenciés.

1977 : 20/11 Elections législatives anticipées. Progrès importants du Parti Socialiste PASOK. Recul de l'Union du Centre. La Nouvelle Démocratie de Caramanlis garde la majorité... et le gouvernement.

1978 : 22/10 Le PASOK gagne la municipalité d'Athènes.

1979 : 28/5 Signature du traité faisant de la Grèce le dixième membre de la CEE.

1980 : 25/2 Après cinq semaines de grève, les employés de banque obtiennent gain de cause (le gouvernement voulait fixer à 16 h 45 la fin de leur journée de travail au lieu de 15 h 30 antérieurement).
5/5 Caramanlis est élu président de la République par le Parlement. Georges Rallis devient Premier ministre et chef du parti de la Nouvelle Démocratie.
18/11 Au cours d'une série de grèves contre la politique d'austérité et contre la réintégration dans l'Alliance atlantique, les affrontements avec la police font un mort.

1981 : 1/1 Entrée de la Grèce dans la CEE.

Un sous-développement persistant

Bien que la Grèce ait connu ces dernières années un développement économique relativement important, elle est encore aujourd'hui bien loin d'être un pays industriel. Elle reste un pays pauvre, à la structure économique archaïque.

C'est ainsi que l'agriculture occupe encore 30 % de la population active, contre 8 % pour l'ensemble du Marché commun, dont elle fait partie depuis le 1er janvier dernier. Par contre, la grande industrie reste très limitée, essentiellement concentrée dans la zone d'Athènes et du Pirée. Sur ce plan, les seuls véritables atouts de la Grèce sont ses richesses minières, notamment les gisements de bauxite. L'industrie textile connaît aussi un certain développement, grâce à ses exportations en direction du Marché commun : les industriels grecs, notamment, tirent parti des salaires relativement bas, qui restent inférieurs de 30 à 40 % à la moyenne des salaires européens.

En fait, la Grèce est surtout un pays de petites entreprises, plus ou moins artisanales : 93 % des entreprises emploient moins de dix personnes, et 1,8 % seulement plus de trente.

Le secteur commercial tient une place relativement importante, notamment celui de la marine marchande, activité grecque traditionnelle : la marine marchande grecque se place au troisième rang mondial, après celle du Liberia et du Japon. Bien évidemment, le pavillon grec joue ainsi en fait un rôle de pavillon de complaisance, et tire largement partie des bas salaires et de la faible protection sociale des marins grecs.

La Grèce reste ainsi un pays sous-développé, très dépendant de surcroît du commerce avec l'étranger. Le secteur public y est relativement développé, car l'Etat cherche ainsi à suppléer le peu d'enthousiasme des capitalistes grecs pour l'investissement industriel. Ceux-ci préfèrent en effet placer leurs capitaux dans la spéculation, l'immobilier, les transports maritimes, le tourisme, ou à l'étranger. L'industrie existante dépend en grande partie de capitaux étrangers.

Il est vrai que, après la chute de la dictature en 1974, le niveau de vie s'est élevé. Les salaires auraient presque doublé de 1973 à 1975 ; c'est alors qu'ont commencé les négociations pour l'entrée de la Grèce dans le Marché commun. Mais celle-ci ne résout aucun des problèmes économiques fondamentaux du pays. En fait elle ne fait qu'officialiser d'une certaine façon l'état de dépendance de l'économie grecque, qui se comporte un peu comme une annexe de l'économie européenne, vivant essentiellement du commerce avec l'Europe plus développée, et des capitaux qui viennent de celle-ci.

Le développement économique de ces dernières années est donc en partie factice et, depuis 1978, la crise internationale a fait connaître ses effets : l'inflation a pris le rythme de 25 % l'an, alors que les salaires n'ont crû que d'environ 15 %. L'Etat s'est trouvé en déficit croissant et a ralenti ses investissements et ses subventions à l'agriculture. Les conditions de vie ont, en fait, recommencé à se dégrader, montrant que le sous-développement reste bien, aujourd'hui, une constante pour la Grèce. Et cette détérioration de la situation a, sans doute, joué un rôle dans le déplacement de voix qui vient de porter le Parti Socialiste Grec au pouvoir.

gement » ailleurs ?

y a remporté la victoire électorale, mais aussi parce que, tout autant qu'ici, il semble prêt à gouverner en faveur des possédants et à renier les quelques promesses qu'il a faites. Dans un pays comme la Grèce, la marge de manœuvre du nouveau gouvernement est encore plus resteinte qu'ici. Le pays est pauvre, sous-développé ; il ressent durement les conséquences de la crise. Mais, Andreas Papandreou l'a déjà dit : « Nous ne sommes pas des faiseurs de miracles ». **Un son de cloche que nous connaissons déjà bien en France et qui ne peut rien laisser présager de bon pour les travailleurs.**

Harilaos Florakis, secrétaire général du Parti Communiste pro-soviétique, expliquait lui-même dans une interview à l'Humanité, **au sujet de la coopération avec le PASOK :** « Bien sûr, il y a des difficultés sérieuses avec le PASOK, parce qu'il n'exprime pas les intérêts d'une seule force sociale. La preuve en est qu'il est soutenu par le groupe de presse Lambrakis, qui est un des plus importants représentants du grand capital ». **Mais comment peut-on à la fois représenter les classes pauvres et les riches ? Quel pourrait être le grand changement pour le peuple, si on ne touche pas aux intérêts des capitalistes ?**

Alors, le grand changement ne pourra pas venir de ce gouvernement. 'Tout comme en France, il ne pourra venir que des travailleurs, si ces derniers l'imposent. Et cela dépend avant tout de leur combativité, de leur volonté à affronter la bourgeoisie et un gouvernement qui, sous couvert de les représenter, continue de défendre les intérêts des patrons.

Marie-Claude SOLAC

Le système électoral :

Comment faire une majorité parlementaire

Dimanche 18 octobre, les électeurs grecs choisissaient à la fois leurs députés à l'Assemblée nationale et les 24 représentants de leurs pays au Parlement européen. C'était la première consultation où s'appliquait la majorité à 20 ans et il y avait environ sept millions d'inscrits. Le vote est en principe obligatoire sauf pour les malades, les personnes de plus de 70 ans et celles qui se trouvent à plus de 200 km de leur bureau de vote.

Les 24 élus du Parlement européen étaient pris à la proportionnelle dans les listes que chaque parti présentait pour l'ensemble du pays. Mais, pour l'élection à l'Assemblée nationale, le système en vigueur est une proportionnelle renforcée, à un seul tour de scrutin, qui avantage considérablement les grands partis : en 1974, la Nouvelle Démocratie de Caramanlis, avec 54 % des suffrages, remportait 220 sièges sur 300.

Le pays est divisé en 56 circonscriptions, entre lesquelles sont répartis 288 sièges. Les partis présentent leur liste de candidats par circonscription (l'électeur peut, d'une croix en face d'un nom, donner sa préférence à un candidat qui n'est pas en tête de la liste). L'attribution des sièges se fait en deux temps. D'abord sont élus les candidats dont la liste a obtenu le quotient électoral dans la circonscription (nombre de suffrages qui s'obtient en divisant le nombre des votes exprimés par le nombre de sièges plus un), à condition bien sûr qu'ils aient été en bonne position sur la liste. Puis les voix restantes et les sièges non pourvus sont regroupés par cour d'appel (comprenant plusieurs circonscriptions) et les sièges sont redistribués à la proportionnelle entre les partis qui ont obtenu nationalement 17 % au moins des voix (et, dans le cas de coalitions électorales, 25 % pour deux partis, ou 30 % pour 3 ou plus).

En outre, chaque parti présente, au niveau de l'ensemble du pays, une liste de 12 personnalités. 12 députés sont pris sur ces listes, à la proportionnelle des voix obtenues par leur parti nationalement.

Les résultats de cette proportionnelle renforcée, qui tend à éliminer les partis ayant moins de 17 % des voix, sont spectaculaires, comme le montrent les résultats des élections législatives du 20 novembre 1977 :

Nouvelle Démocratie	*42 %*	*177 sièges*
Union du Centre	*12 %*	*15*
PASOK	*25 %*	*93*
PCG	*9 %*	*11*

et dans l'autre sens les résultats des élections législatives du 18 octobre dernier :

Nouvelle Démocratie	*35,96 %*	*113 sièges*
PASOK	*48,05 %*	*174*
PCG	*10,86 %*	*13*

Les partis politiques

Toute la campagne électorale a été dominée par le duel qui a opposé le parti de la Nouvelle Démocratie, au pouvoir depuis 1974, et le PASOK.

La Nouvelle Démocratie

Ce parti, au pouvoir depuis 1974, a été fondé à la chute de la dictature par Constantin Caramanlis, leader de la droite conservatrice, qui fut longtemps Premier ministre avant le coup d'Etat de 1967. Le grand souci de Caramanlis a été de rassembler dans son parti toutes les familles de la droite grecque, ménageant les royalistes et les nostalgiques des colonels, quand il ne s'alliait pas avec eux. La Nouvelle Démocratie est en fait un vieux parti de notables. Sa propagande a été de se présenter comme l'ennemi à la fois de la dictature et du communisme. L'actuel chef du parti est Georges Rallis, qui vient de laisser sa place de Premier ministre à la suite des élections et de la victoire du PASOK. Mais le président de la République reste Caramanlis, le fondateur de la Nouvelle Démocratie.

Le PASOK.

A l'inverse, toute la campagne d'Andreas Papandreou et du PASOK (Mouvement Socialiste Panhellénique) s'est appuyée sur le désir de changement d'une bonne partie de la population, affirmant qu'avec le PASOK ce serait mieux, sans trop préciser les mesures envisagées. Les mots mis en avant dans la propagande électorale sont **« autogestion et décentralisation ».**

Le PASOK, lui aussi, a été fondé en 1974 par Andreas Papandreou. En fait de socialiste, il s'agit d'un politicien venu de l'Union du Centre, que dirigeait son père, Georgés Papandreou. Ce parti, qui est lié à l'Internationale Socialiste, se veut de gauche. Il est aussi nationaliste, en ne dédaignant pas même d'être chauvin. C'est ainsi que, sur la question des relations avec la Turquie, point sensible en Grèce, il a pratiqué une certaine surenchère chauvine avec le gouvernement, cherchant à gagner, sur ce terrain, l'appui d'une partie de l'armée. Il s'est aussi opposé au Marché commun, sans pour autant faire de ce thème un des points forts de sa campagne électorale, disant seulement qu'il organisera un référendum à ce sujet. Il proposerait aussi un certain nombre de nationalisations (banques, assurances, industries du sol et sidérurgie, ciment, industrie pharmaceutique) et un regroupement des petites entreprises en coopératives.

Le PASOK a profité dans ces élections du discrédit qui a atteint la droite. Mais il a aussi beaucoup bénéficié de l'afflux de l'électorat centriste, grâce notamment à l'écroulement de l'Union du Centre.

Papandréou lors d'un meeting trois jours avant les élections (AFP)

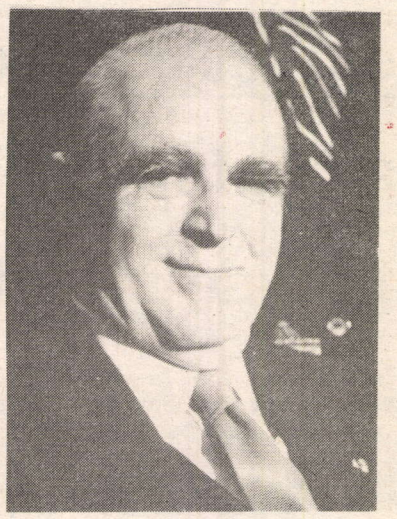
L'Union du Centre Démocratique, qui en 1974 recueillait encore 20 % des voix et 60 sièges de députés, est en pleine déconfiture. Elle n'a plus un seul député et la grande majorité de ses notables se sont ralliés à la Nouvelle Démocratie ou au PASOK. D'autres ont fondé le Parti Socialiste Démocratique, KODISO, en mars 1979, atlantiste, en relation avec les travaillistes anglais.

Les Partis Communistes.

Interdit de 1947 à 1974 à la suite de la guerre civile, le Parti Communiste Grec a scissionné en février 1968.

Le Parti Communiste Grec dit « de l'extérieur », lié à Moscou, héritier du parti qui mena la guerre civile, est bien structuré et influence des secteurs syndicaux combatifs, en particulier le syndicat des ouvriers du bâtiment. En 1977, il a eu 9 % des voix et 11 députés et a un peu progressé en 1981, avec 10,86 % des voix et 13 députés. Il s'est démarqué des manifestations violentes de ces dernières années, même lorsqu'elles semblaient animées principalement par ses militants ou sympathisants. Il a appuyé sans réserve Papandreou contre la droite et aimerait manifestement sant trop le dire, être associé par le PASOK au gouvernement.

L'autre Parti Communiste, dit « de l'intérieur », qui se veut « eurocommuniste », et la Gauche Unie EDA qui, avant la légalisation des PC, leur servait de couverture électorale, ont beaucoup perdu de leur influence au profit du PASOK et du PCG.



Caramanlis, dirigeant de la Nouvelle Démocratie et président de la République (AFP)

Les syndicats

Depuis la guerre civile de 1946-49, le mouvement syndical grec est largement sous la coupe du gouvernement. C'est encore en grande partie le cas aujourd'hui pour la grande organisation syndicale grecque, la GSEE (Confédération générale de syndicats de Grèce), même si ses dirigeants ne sont plus nommés par le pouvoir, comme à l'époque des colonels.

La désignation des dirigeants de la GSEE se fait en effet de façon très peu démocratique : le système électoral n'est pas proportionnel ; des organisations bien réelles sont exclues du vote, par exemple les électriciens, les métallos, l'aviation, certaines banlieues ouvrières où domine le PCG, tandis que des organisations fantômes y participent. Du coup, l'opposition syndicale, de gauche, est majoritaire dans la GSEE, grâce en particulier aux puissantes fédérations des employés de banque ou du bâtiment, mais elle ne contrôle pas la direction. La GSEE déclare avoir 500 000 adhérents. Elle est liée à la CISL.

Les syndicats de fonctionnaires sont regroupés dans une autre confédération, l'ADEDY (Union générale des syndicats de fonctionnaires), qui revendique 140 000 adhérents. Les fédérations de l'enseignement primaire et secondaire y sont contrôlées par la gauche.

Le gouvernement a tenté, en particulier en mai 1976, de restreindre le droit de grève, en imposant un préavis de 10 jours, en interdisant les piquets de grève, les grèves « politiques », et en permettant la réquisition des grévistes par le gouvernement. Il fait machine arrière, devant une grève générale de 48 heures qui s'était accompagnée de violentes bagarres contre la police armée de chars (1 mort, 160 blessés, 150 arrestations, 13 condamnations allant de 5 mois à 2 ans de prison).

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

PEUGEOT (Sochaux)
Ça bouge en Carrosserie

Mercredi 21, en Carrosserie nition et Montage chassis, nviron 500 ouvriers de l'équipe u soir ont débrayé trois heures près le casse-croûte. Ils ont éfilé dans les ateliers d'autres ecteurs en criant : « *Les chaî-es avec nous* », « *Cadences, s-le-bol* », « *Peugeot des ous* », etc. Dans l'équipe du atin, ce sont environ 200 tra-illeurs qui ont débrayé plus une heure. A leur rassemble-ent, ils ont apostrophé les présentants de la direction qui aient présents, en disant ce u'ils avaient sur le cœur : « *Ras-bol du contrôle médical* », *Refus de l'augmentation des harges de travail* », en disant *qu'ils feront ce qu'ils pourront, ais que, si c'est mal fait, tant s !* ».

Dans ces ateliers de Carrosse-e où travaillent environ 1 500 ersonnes par équipe, ce mouve-ent a commencé il y a quinze urs, quand des travailleurs de uelques chaînes de l'équipe du oir se sont réunis avec des délé-ués CGT parce qu'ils en avaient plein le dos des charges de travail : l'effectif est réduit au minimum, les opérations à faire se multiplient et, petit à petit, la direction accroît la productivité sur le dos des ouvriers.

A ces réunions au réfectoire, le nombre des participants est allé en augmentant. Vendredi 16, réunis à 200, les travailleurs avaient déjà décidé sur place de débrayer deux heures et de rendre visite au chef du personnel. Ils reprenaient les revendications générales proposées par les syndicats CGT et CFDT, qui se sont mis à la tête du mouvement : 400 F d'augmentation pour tous, 5e semaine de congés avec conservation des jours d'ancienneté, et pas de salaires inférieurs à 3.800 F pour les OS.

Les travailleurs voudraient bien que le mouvement continue à s'étendre et qu'il se généralise à tous les secteurs de fabrication de l'usine (environ 20 000 personnes), et les syndicats CGT et CFDT poussent dans ce sens. Les syndicats sont actuellement en train de négocier avec l'UIMM (le syndicat patronal de la métallurgie) et une extension du mouvement de protestation leur donnerait plus de poids dans cette négociation.

Quant aux ouvriers, eux, ils espèrent créer un rapport de forces qui leur permette de mettre un coup d'arrêt à la course à la production, d'obtenir plus de considération, une amélioration des conditions de travail et de rémunération.

Un appel à un nouveau débrayage pour le vendredi 23 a été voté par les 500 grévistes de l'après-midi. Ce sera une nouvelle occasion de vérifier si le mouvement de ras-le-bol prend de l'ampleur. En tout cas, dans leur rassemblement, les travailleurs n'hésitent pas à parler, à s'exprimer et, premier changement, la maîtrise, si arrogante dans le passé, s'est faite pour l'instant beaucoup plus accommodante. Comme le scandaient les grévistes, mercredi dernier, « *ce n'est qu'un début, le combat continue* ».

Correspondant LO

Massey-Ferguson (Marquette-les-Lille)
La lutte pour les salaires continue

Lundi 12 octobre, les 75 assembleurs ont repris le travail, après deux semaines d'occupation de leur atelier. Nous avons obtenu 0,46 F d'augmentation de l'heure. Bien que nous n'ayons pas eu satisfaction (nous réclamions 1,22 F de l'heure), nous avons gardé le moral. Et, depuis la reprise, nous avons fait plusieurs débrayages sur les problèmes les plus divers, comme par exemple la menace du chef d'atelier de ne pas nous payer parce que nous avions bu un pot tous ensemble pendant le temps de travail.

Si le travail a repris sur la ligne d'Assemblage, les grèves continuent dans d'autres secteurs de l'usine. Depuis le 6 octobre, quelques ouvriers des Presses qui travaillent sur des machines à commande numérique sont en grève totale pour la qualification P2.

En Mécanique, plusieurs dizaines d'ouvriers débrayent plusieurs heures tous les jours en bloquant les allées avec des bacs et empêchant ainsi toute circulation.

Mais c'est à l'Ebarbage, à la Fonderie et au Noyautage que la direction a le plus de fil à retordre. Depuis plusieurs jours, une soixantaine d'ébarbeurs et de noyauteurs paralysent toute l'activité de la Fonderie. Lundi 19, la menace de lock-out pour une centaine d'ouvriers non grévistes était dans toutes les discussions. Et mardi après-midi, au CE, la direction a annoncé qu'à compter du lendemain les ouvriers de la Fonderie ne seront plus payés. En fait, c'est un lock-out sans le dire.

Mercredi matin, devant l'épreuve de force de la direction, les grévistes ont décidé l'occupation de toute la Fonderie, en appelant les camarades lock-outés de rejoindre le mouvement. Des bacs et des chariots barricadent toutes les entrées de l'atelier. Devant le durcissement de la grève, la direction cherche à nous diviser, en opposant grévistes et non-grévistes lock-outés, au nom soi-disant de la liberté du travail.

La direction envisage d'intervenir auprès du Tribunal des Référés pour demander l'évacuation des locaux.

Malgré ces manœuvres, les grévistes n'ont pas du tout l'intention de céder et nous poursuivons la lutte pour l'augmentation de nos salaires.

Correspondant LO

LES GAIETÉS DE L'ENTREPRISE...

ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

.es chefs
nt dû se mouiller

Les travailleurs de l'usine oussel-Uclaf ont été témoins un événement peu banal la maine dernière : des chefs atelier ont failli se transformer poissons rouges dans leur uarium. Dans leur hâte à faire marrer la production de vita-ines B12, les chefs n'ont pas ulu prendre le temps de tester blanc les nouvelles installa-ns de l'atelier.

Mal leur en a pris : il y avait ns doute un hic dans le branchement des centaines de mètres de nouvelles tuyauteries puisque la solution de B12 s'est déversée directement sur le toit du bureau des chefs.

Par centaines de litres, le liquide rouge a envahi le bureau.

Les chefs sont tout de même bien contents : en temps normal, c'est du dichloréthane-phénol qui passe par les tuyaux, un produit drôlement corrosif qui aurait carrément tout détruit !

Faut pas pousser !

Toujours à Roussel-Uclaf, la direction oblige le personnel venant à l'usine à vélo, à mobylette ou à moto, à mettre pied à terre à l'entrée de l'usine 4, et à pousser leur deux roues jusqu'au garage, à 150 mètres de là, pour de prétendues raisons de sécurité.

Pourquoi pas ? Mais alors, pourquoi n'a-t-on jamais vu les grands chefs, ceux qui ont leur parking privé dans l'usine rentrer en poussant leur voiture ?

h,
es sons
e la direction !

Avant le départ de la DIO à La fense, on nous avait vanté, rmi les charmes du quartier, s concerts de musique.

Mais nous avions alors com-s qu'ils étaient donnés sur le rvis. Erreur !

En fait, nous les avons au reau même. Au 22e étage, puis l'installation de la divi-n VM, ce sont les scies et les rceuses qui se répondent allè-ement.

Qui s'étonnera, après cela, si on travaille piano piano ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Crédit Lyonnais).*

La chasse aux heures supplémentaires

Des impacts de balles ont été retrouvés lundi matin dans une vitre d'un bureau du 3e étage de la tour et sur celle d'une voiture dans la cour.

De quoi faire réfléchir les zélés qui font des heures supplémentaires le week-end ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Thomson-CSF Colombes).*

L'amour sans frontière

Ces dernières semaines, au central téléphonique, plusieurs collègues ont été changés de service... parce qu'ils venaient de se marier. Le directeur prétexte que les gens mariés prennent leurs congés en même temps et que cela gêne le bon fonctionnement des services.

D'ici à ce que, lors de leur arrivée au central, les filles soient envoyées au CTU au 3e sous-sol et les gars au GCIA au 5e étage, il n'y a qu'un pas que notre père supérieur n'est peut-être pas loin de franchir, lui qui favorise l'amour libre sans le savoir.

(Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *PTT - Paris 17).

Les mots croisés, cela existe

A la Vie, rue de la Victoire, il y a un chef de département qui a la bosse des maths.

Dans son bureau, loin des regards indiscrets, il se plaît à calculer les moyennes horaires d'employés qu'il a dans le colimateur, corrigées de variations subtiles, selon la difficulté des dossiers. Il n'a pas réussi à introduire l'âge du capitaine dans ses équations, mais cela viendra.

Nous risquons une question : avec toutes ces graves occupations trouve-t-il encore le temps d'aller pisser ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Via Assurances Paris.**

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE

Renault

BILLANCOURT
La grève continue dans l'île

Dans l'île Seguin, les 600 OS des chaînes mécaniques terminent leur 3e semaine de grève, les 150 des Presses leur 4e. Près de 15 000 R4 sont perdues pour la direction, si l'on tient compte de la grève des peintres ! L'île Seguin est silencieuse et quasiment déserte : les 4 000 travailleurs lock-outés représentent toute la fabrication. Quelques chefs errent çà et là, ou s'occupent en faisant la peinture des ateliers. Seuls secteurs où règne de l'animation : les Presses et la Mécanique.

La grève s'organise. Un gréviste raconte : *« Un cahier de « pointage » a été ouvert pour contrôler les présents et chacun prend à cœur de s'inscrire. Des tables et des chaises ont été récupérées un peu partout et disposées sur la chaîne. On y joue, on y discute, mais c'est aussi pour nous le moyen d'empêcher la maîtrise d'essayer de mettre la chaîne en route. Des panneaux en français et en arabe rappellent notre revendication : le 180 pour tous. D'autres sont des caricatures. Sur l'un, on voit Vacher (le directeur) à la table des négociations déclarer « Je n'ai plus de lait ». De la musique et des films permettent de nous distraire et de tenir — comme le disent certains, « un mois sans salaire, ça ne nous fait pas peur, on a l'habitude quand on part en congé sans solde au pays ».* Car le problème, maintenant, c'est l'attente. Depuis une semaine, la direction a fait le mort.

Les dernières discussions remontent au vendredi 16. Ce jour-là, devant les syndicats et une délégation de 8 travailleurs, la direction proposait une prime d'attente de 100 F pour la Mécanique et 60 F pour les Presses (au lieu de 50 F la semaine précédente). Cette prime est appelée d'attente, car elle doit nous permettre de patienter jusqu'à l'ouverture des négociations générales syndicats-direction au début novembre. Ces propositions étaient rejetées en assemblée générale. Les dirigeants CGT présentaient les 100 F comme un compromis acceptable si la direction s'engageait à payer une bonne partie des heures de grève. Mais, pour la majorité de l'assemblée, la revendication était le coefficient 180, un point c'est tout. *« Cette revendication,* nous a dit un gréviste, *ce n'est pas seulement 300 F de plus ; pour la majorité d'entre nous, c'est aussi l'expression d'un ras-le-bol d'être toute notre vie OS au même niveau, sans possibilité d'évolution ».*

Une seconde délégation se rendait à la direction dans l'équipe du soir. La direction refusant de discuter si on n'acceptait pas les 100 F de Vacher, le directeur de l'UB partait en claquant la porte.

Depuis, la direction s'est volatilisée.

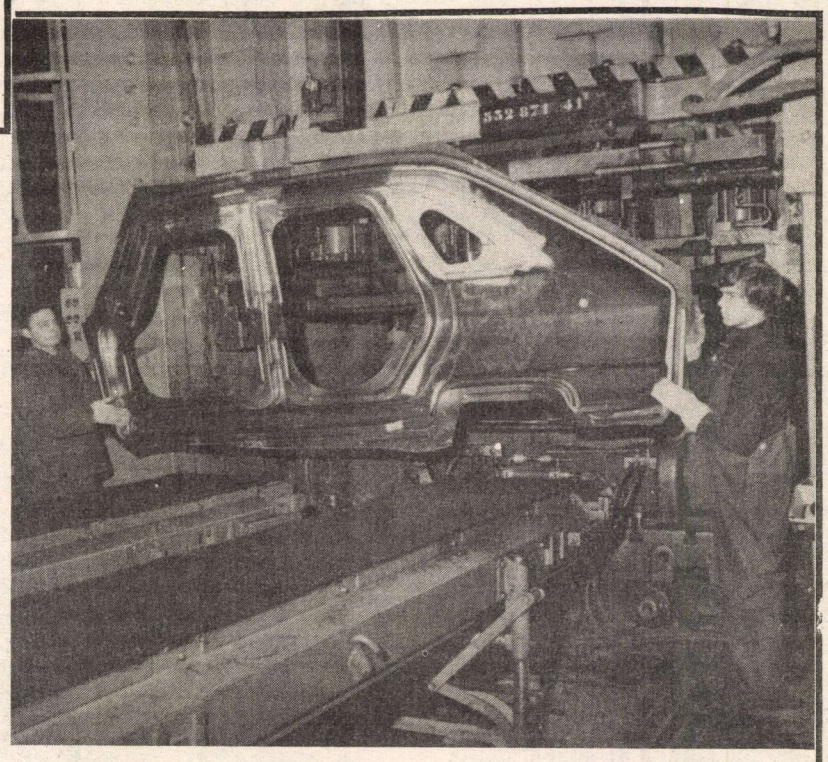
Aux Presses aussi, les travailleurs viennent régulièrement. Pour eux, la dernière proposition de la direction, la prime d'attente de 60 F, était assortie d'une augmentation de la production, empêchant de finir avant l'horaire légal. Les grévistes ont refusé.

La direction a envoyé une lettre où elle pose la question : *« Etes-vous prêts à appliquer l'horaire affiché ? ».* En cas de refus, elle parle de rupture du contrat de travail. C'est un moyen de pression pour faire reprendre le travail.

Jeudi 22, la direction convoquait l'ensemble des syndicats à un CE extraordinaire pour l'ouverture des négociations. Les syndicats ont organisé un débrayage de 2 h 30 devant les bureaux de la direction du personnel et une manifestation dans les rues de Boulogne. Environ 3 000 personnes ont débrayé, plus de 2 000 ont manifesté sous le soleil : *« Il faut négocier », « Non à la casse », « Augmentez les salaires »* étaient les slogans lancés par les sonos. Cette manifestation ne peut que renforcer les grévistes de l'île Seguin et tous les travailleurs de l'usine.

A l'heure où nous mettons sous presse, les résultats du CE ne sont pas encore connus. La seule chose sûre est la détermination des grévistes. Pour eux, c'est la direction qui doit céder.

Correspondant LO



SANDOUVILLE
Toujours en grève

La grève entamée le 4 septembre par les ouvriers du secteur Sellerie de l'usine Renault-Sandouville (près du Havre), contre les cadences qui leur sont imposées, se poursuit.

Le jeudi 8 octobre, la direction réquisitionnait la maîtrise (chefs d'équipe et contremaîtres) pour remplacer les grévistes de la Sellerie. Voyant leurs chefs aller travailler à la Sellerie, les travailleurs de plusieurs secteurs (Tôlerie, Presses, Mécanique) ont débrayé, en solidarité avec ceux de la Sellerie.

La direction répondait le lendemain par une deuxième journée de chômage technique (après celle du 4 octobre). Mais cela n'a découragé personne et, le jeudi 15 octobre, les deux heures de débrayage qui ont eu lieu dans l'ensemble du groupe Renault ont été largement suivies à Sandouville (plus de 50 %, selon les syndicats). Après avoir défilé chacun dans son secteur, tout le monde s'est retrouvé à la Sellerie, qui commence sa 7e semaine de grève.

La direction met comme préalable à la discussion l'arrêt du mouvement. Mais les travailleurs de la Sellerie n'ont pas l'intention de céder, et la direction peut s'attendre à continuer à perdre chaque jour près de 100 véhicules.

Correspondant LC

Cellulose d'Aquitaine (Saint-Gaudens - Haute-Garonne)

La grève continue

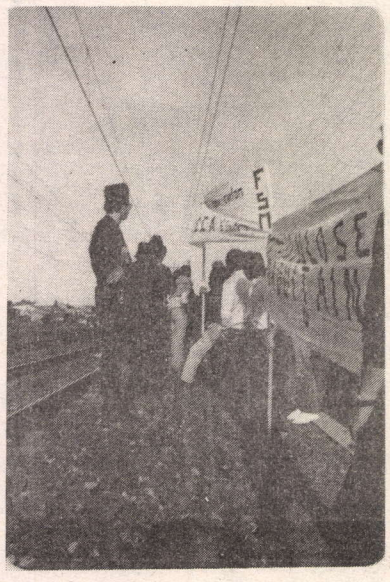
La grève continue à la Cellulose d'Aquitaine à Saint-Gaudens et, encore une fois, les grévistes ont eu droit à l'intervention des CRS. C'était vendredi 16 octobre. Les grévistes décidaient d'arrêter un train 15 minutes après, deux cars de CRS débarquaient quelques dizaines de flics, qui se firent annoncer en tirant deux grenades. Par deux fois, ils furent obligés de revenir. C'était la colère parmi les grévistes. Le soir, une entrevue était prévue avec le député socialiste de la circonscription, Pierre Ortet. A une centaine, les travailleurs se retrouvèrent dans les salles de la mairie. Ils étaient nombreux à vouloir lui dire ce qu'ils pensaient de l'envoi des flics et de son soutien plutôt mou à leur lutte. Et les travailleurs ont pris le temps de lui dire ses quatre vérités. En tous les cas, nos revendications restent toujours posées :

— Garantie de l'emploi avec contrôle de l'utilisation des subventions de l'Etat.

— Salaire indexé sur l'évolution des prix.

Lundi, on apprenait que le gouvernement allait s'intéresser à l'affaire. Une délégation de notables socialistes devait être reçue par un représentant du Premier ministre, mercredi à 16 h. Affaire à suivre.

Correspondant LO



SRE (La Roche-Bernard - Morbihan)

Réduction de la paye mais pas du travail

La SRE est une entreprise d'électricité en bâtiment et industrie de 32 ouvriers.

Jusqu'à présent, nous faisions 43 h 30 par semaine. On finissait à 18 h 15 à l'entreprise, c'est-à-dire 17 h 30 sur le chantier : le temps de ramasser le matériel, de faire le chemin du retour (les chantiers peuvent être distants de 30 kilomètres de l'entreprise), on arrivait juste à l'heure de la débauche.

Depuis le 12 octobre, sous prétexte de problèmes économiques, le patron a mis en place la semaine de 40 heures, en diminuant les horaires de 3/4 d'heure par jour (une demi-heure pour le vendredi).

Non seulement il diminue les salaires à raison des 3 h 30 payées en moins — pour un ouvrier gagnant 20 francs de l'heure, cela représente une perte de salaire de 350 à 400 francs par mois — mais de plus, il compte la fin du travail à 17 h 30 sur le chantier, et non à l'entreprise. Ce qui fait que la demi-heure de trajet retour, jusqu'à présent payée, ne l'est plus et n'est plus comptée dans le temps de travail.

Voilà comment un patron ramène, dans son entreprise, le temps de travail à l'horaire légal : travailler autant, avec des salaires diminués.

Correspondant LO

Air-France

Les travailleurs bloquent le trafic

Des travailleurs d'Air-France à Orly-Nord se sont mis en grève mercredi 21 octobre, sans qu'il y ait d'appel syndical officiel.

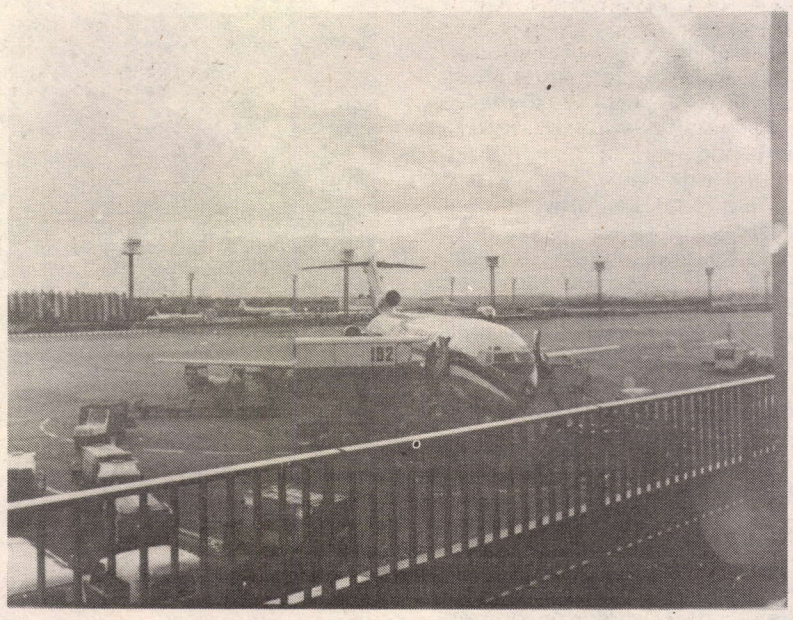
Démarrré dans un secteur, la « Grande Visite » (GV), le mouvement s'est étendu lorsque les travailleurs de ce secteur se sont répandus partout dans Orly-Nord, ainsi qu'au Fret et à l'Hôtellerie à Orly-Sud.

Ce sont ainsi plusieurs centaines d'ouvriers et d'employés d'Air-France qui se sont retrouvés sur les pistes d'Orly-Sud. Ils ont bloqué la quasi-totalité du trafic, et ce de 11 heures du matin jusqu'au soir. Leur mouvement ne pouvait donc pas passer inaperçu.

« Pas de 500 F, pas d'avions », **criaient les grévistes. Car leur revendication essentielle est celle d'une augmentation de salaire mensuel de 500 F. Eux non plus n'acceptent pas que leurs salaires soient freinés pendant que les prix augmentent.**

Les radios officielles ou périphériques ont annoncé que le mouvement avait empêché Walesa de repartir en Pologne. Ce qui est vrai pour ce qui est des faits. Mais ce qui est faux, c'est que cela ait été fait intentionnellement, car les travailleurs d'Air-France n'étaient même pas au courant de son départ. Par contre, ils étaient plutôt contents que le leader de Solidarité ait eu l'occasion de leur parler et de les saluer.

Eh oui ! Il n'y a pas qu'en Pologne que les travailleurs revendiquent. A Air-France non plus, ils ne veulent pas se laisser faire, et ils l'ont montré mercredi.



Les syndicats ont prévu pour le lendemain un rassemblement à l'aérogare d'Orly. Un appel intersyndical s'adresse à tous les secteurs de la plateforme d'Orly.

Le premier mouvement s'est fait en grande partie à l'initiative de militants CFDT et de militants du Syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile (SNMSAC), mais aucun syndicat n'avait pris la responsabilité officielle de ce mouvement. Un militant de la CFDT, en s'adressant à ses camarades dans l'atelier de la GV, a cependant cru bon de dire d'un ton ironique : « On s'excuse auprès de la CGT, mais on n'a pas eu le temps de les prévenir ». **Quant à la CGT, surprise et embarrassée, elle n'a participé que partiellement au mouvement. Dans plusieurs secteurs, des militants, des délégués ou des responsables CGT sont ostensiblement restés au travail pendant que des ouvriers ou des employés de leur secteur débrayaient.**

Ainsi, dans la foulée des déclarations d'Edmond Maire, à Orly-Nord des militants CFDT ont fait un pied de nez à la CGT et démontré qu'elle ne se précipitait pas pour organiser le mécontentement. Mais voudront-ils aller jusqu'à organiser une lutte véritable, si les travailleurs d'Air-France voulaient faire plus que faire connaître leur mécontentement ? C'est encore une autre affaire. Et les travailleurs d'Air-France doivent surtout compter sur leur propre organisation, s'ils veulent que leur lutte ne dépende pas des rivalités intersyndicales.

Correspondant LO

Une manifestation des travailleurs d'Air-France au siège de la compagnie, lors de la grève de 1975. « Pas de pognon, pas d'avions », disaient les grévistes. C'est ce qu'on a à nouvau entendu lors de la grève du mercredi 21 octobre.

Hôpital Broussais (Paris XIVe)

Malades et mal traités

Une vingtaine de malades de l'hôpital Broussais sont descendus lundi soir 19 octobre dans les locaux de l'administration, certains rapportant le plateau de leur repas immangeable. Face à cette situation, à l'initiative des syndicats, une pétition a été signée par le personnel et les malades pour exiger une nourriture décente.

C'est qu'en effet, depuis le début du mois, les repas sont le plus souvent mauvais et froids. La situation s'est dégradée depuis que l'administration de l'Assistance publique, dont dépend l'hôpital Broussais, a confié la préparation des repas à la Compagnie générale de restauration. Ce traiteur doit en principe rester un an, le temps de la réfection de la cuisine de l'hôpital. Pour le personnel et les malades, c'est un maltraiteur !

Mais d'après un membre de la direction de l'hôpital, cela coûte moins cher à l'administration de faire appel à ce traiteur que de gérer elle-même la cuisine. Des économies pour l'administration et des bénéfices pour un marchand de mauvaise soupe, on voit bien pour qui ce système est avantageux.

Hôpital Saint-André (Bordeaux)

Non au racket du stationnement payant

Situé en pleine ville, Saint-André est le seul hôpital de Bordeaux à ne pas disposer de parking, et stationner est un véritable problème. Aussi, lorsque la mairie de Bordeaux, en septembre, a fait installer des parcmètres, c'en a été trop pour beaucoup d'entre nous, qui n'acceptaient pas l'idée de payer pour aller travailler.

La direction s'est vite débarrassée du problème en nous octroyant royalement, dans deux parkings de la ville, 200 places, dont 80 seulement à proximité de l'hôpital. Nous étions loin du compte, puisque nous sommes 1 400 ! Et à tous ceux qui n'avaient pas de place, la direction a demandé de faire preuve de la meilleure « compréhension » possible.

Aussi, à l'assemblée générale appelée par les syndicats, nous étions nombreux à décider de débrayer le lundi suivant. Et ce jour-là, c'est à 300 environ que nous avons bloqué la rue à l'entrée de l'hôpital aux cris de : **« Non au stationnement ! Oui aux parkings gratuits ! ».** Le jeudi, nous avons remis ça, mais cette fois à la mairie qui nous a accueillis... portes closes.

Mais le lendemain — ô surprise — la direction accordait 350 places supplémentaires de parking.

Comme quoi, quand on se fait entendre, il est toujours possible d'obtenir de la part de la direction... un peu de « compréhension » !

VIA ASSURANCES (PARIS IXe)

Le superman est un peu débile

Vous avez sans doute remarqué la publicité de la compagnie d'assurance VIA. C'est un homme du style superman un peu débile qui semble s'élancer dans les airs.

Eh bien, dans nos bâtiments, la direction en a collé un peu partout dans les couloirs... des fois qu'on ne connaîtrait pas !

A l'immeuble de la rue Laffitte, à l'entrée de la cantine, comme il ne restait du coup quasiment plus de place pour mettre leur affiche syndicale, les délégués en ont collé une sur l'une de ces affiches publicitaires. Mais, là où ça devient drôle, c'est que le grand chef de la Maintenance n'a pas du tout apprécié et a tenté de faire place nette pour le superman VIA. Les délégués s'y sont opposés... et, pour se défendre, il est allé chercher un autre superman... un huissier, qui a dûment constaté que l'affiche syndicale était bien là. Pour compléter sa haute action, ce super-chef a pris une photo.

Faut le faire ! Comme quoi, la pub, ça peut monter à la tête.

(Correspondant LO)

AGF (PARIS)

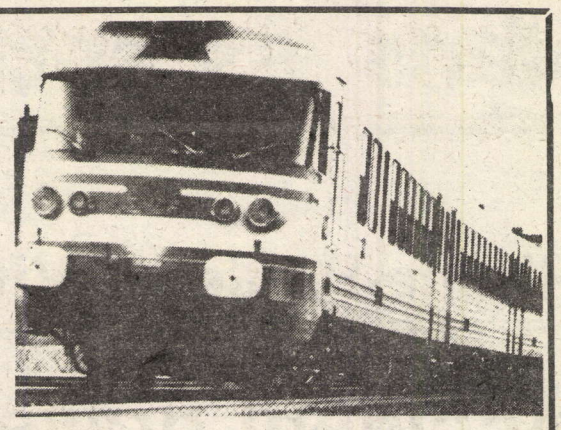
Travailler « lentement et dans le calme »

Les employés des AGF ont eu droit à une note de la direction à propos des négociations sur le temps de travail. Celle-ci explique qu'elle ne peut travailler que **« lentement et dans le calme ».**

Une expression charmante, dont les employés disent qu'ils se souviendront lorsqu'un chef leur demandera de travailler... vite et vivement !

SNCF

La grève des conducteurs



Depuis la parution des roulements d'hiver à la fin du mois de septembre, ce sont finalement de nombreux dépôts SNCF, sur tous les réseaux, qui sont entrés en lutte. A La Plaine (gare du Nord), à Bordeaux, à Belfort, à La Villette et à Vaires (gare de l'Est), et encore à Besançon depuis mardi 20 octobre. Mais c'est séparément, les uns après les autres, parfois dans l'ignorance d'un mouvement voisin, que les grèves ont eu lieu.

A chaque fois, les revendications de chaque dépôt, formulées sous la forme d'une liste de journées de roulement à modifier, sont apparues aux yeux des autres cheminots, y compris des roulants eux-mêmes, comme étant d'ordre strictement local. Et les organisations syndicales se sont employées à ce qu'il n'en soit pas autrement.

Pourtant, de fait, les problèmes sont les mêmes partout. Les roulants subissent tous la politique de la SNCF qui, depuis des années, et encore aujourd'hui, a entrepris de rentabiliser au maximum l'utilisation du personnel roulant, resserrant les temps de repos, multipliant les travaux de nuit, accroissant la part du temps passé au chemin de fer, bref, chargeant au maximum notre emploi du temps, dans toute la mesure où le règlement du travail le permet. Ce que réclament les roulants partout — les modifications de journées de roulement, la modification sur la réglementation du travail — s'oppose à toute cette politique de la SNCF et revient à réclamer la réduction du temps de travail.

A notre connaissance, il y a un cas, à Bordeaux, où les roulants ont présenté leurs revendications sous une forme qui pourrait être reprise telle quelle par l'ensemble des roulants du pays. Les cheminots de Bordeaux ont fait 6 jours de grève en demandant par exemple : pas plus de 2 nuits par semaine de travail, suppression des repos simples, jugés insuffisants, 38 heures de repos d'affilée entre deux périodes de travail.

S'il y a un moyen de préparer une lutte efficace, c'est en tout cas en allant dans ce sens, en donnant à nos revendications la forme qui concerne l'ensemble des roulants et, pourquoi pas, l'ensemble des cheminots, voire l'ensemble des travailleurs.

Correspondant LO

La grève de la gare de l'Est

Pour la seconde fois en quelques semaines, le trafic a été totalement paralysé à la gare de l'Est. Après les agents de train qui avaient bloqué la gare le 23 septembre, ce sont cette fois les conducteurs qui sont entrés en lutte : ceux du dépôt de La Villette en occupant les voies lundi 19 octobre, et ceux du dépôt de Vaires en occupant le poste d'aiguillage sur la ligne Paris-Meaux-Metz-Strasbourg.

Comme sur les dépôts où des mouvements ont eu lieu ces dernières semaines, c'est la parution des nouveaux roulements d'hiver qui est à l'origine de la grève. Au dépôt de La Villette, qui compte 400 roulants, **« on en a assez des roulements-poubelle » ; « il y a des semaines de 5 jours où je ne rentre pas à la maison »** proteste un cheminot. **« On veut aussi une rotation des congés qui nous permette de partir soit en juillet, soit en août, au moins une fois tous les deux ans, alors qu'actuellement, cela n'est assuré qu'une fois tous les 7 ans ! ». « On veut enfin que tous ceux qui ont eu leur examen de conducteur, et qui attendent parfois un an ou plus leur nomination, soient immédiatement nommés ; cela permettrait d'alléger certains roulements. »**

Bref, ce que réclament les conducteurs : de meilleurs roulements, des journées moins longues, une meilleure répartition des jours de repos, pas de coupures en dehors des heures de repas. Ce qui veut dire très concrètement que pour satisfaire ces revendications, il faut embaucher.

La grève a probablement été suivie par 50 % des roulants, mais les organisations syndicales se refusent à publier aucun chiffre.

Depuis le début, la CGT, la CFDT et la FGAAC (syndicat autonome, représentant environ 40 % des voix à La Villette, à égalité avec la CGT), sont apparues comme si chacune existait seule : trois préavis ont été déposés le mercredi 14 octobre avec entrée en vigueur à partir du dimanche 18, avec trois cahiers revendicatifs. Au vu de premières propositions de la SNCF (quelques améliorations individuelles, quelques affectations supplémentaires de personnel), la FGAAC a retiré son préavis, suivie dans un premier temps par la CFDT, qui est ensuite revenue sur sa décision quand elle a vu la CGT maintenir son appel.

La grève a donc démarré dimanche soir. Des piquets de grève ont été alors formés, les voies étaient occupées, la signalisation bloquée. Il n'y avait plus de circulation possible.

La direction locale a demandé l'intervention des flics. Cela est remonté jusqu'au conseil d'administration de la SNCF qui a lui-même demandé au ministère de faire intervenir la police. En fait, personne ne voulait prendre cette responsabilité. Le ministère a refusé mais il aurait demandé à la Fédération CGT de faire évacuer les voies, la direction locale déclarant dans le même temps qu'elle ne négocierait pas tant qu'il y aurait occupation. En tout cas, dès mardi 20 octobre, la CGT faisait lever le blocage des voies à la gare de l'Est **« pour permettre la négociation avec la SNCF ».** Elle forçait également la main aux grévistes de Vaires pour qu'ils cessent l'occupation du poste d'aiguillage à 9 h 45. Elle y eut suffisamment de mal pour parler dans un communiqué de **« certains cheminots qui font preuve de nervosité... ».**

Pourtant, la SNCF n'avait fait que promettre la réouverture des négociations. Par contre, elle pouvait dès lors commencer à remettre ses trains en circulation.

Le résultat des négociations n'est pas mirobolant : 40 journées de roulement sur 200 ont été modifiées. Le total des heures de travail sur trois mois reste le même, mais il y a des arrangements, des coupures de supprimées en dehors des heures de repas. 20 cheminots qui postulaient au poste de conducteurs vont être inclus dans les roulements. Suppression de prise de services avant 6 heures et de fin de services après minuit. Assurance a été donnée que l'activité serait maintenue au dépôt de Noisy.

La CGT demandait la reprise, expliquant que, dans le cadre de la réglementation actuelle des 40 heures, il était difficile d'obtenir mieux, d'autant plus que le mouvement devenait minoritaire.

Pour les roulants, c'est un compromis, mais les véritables problèmes ne sont évidemment pas réglés.

Les roulants de Juvisy n'ont pas accepté de se faire rouler

Début octobre, les roulants du dépôt de Juvisy apprenaient que leurs roulements allaient être rallongés de deux journées particulièrement « mauvaises ». En fait, il s'agissait purement et simplement de travaux que la direction avait d'abord programmés sur les roulements de nos camarades du dépôt de Paris Sud-Ouest et qu'elle avait ensuite retirés, pour éviter là-bas de risquer un conflit.

Indignés de ce qu'on les prenne pour « la poubelle », la soixantaine de roulants de Juvisy s'organisèrent rapidement. Et malgré les difficultés dues au fait qu'il y a pratiquement autant d'horaires que de camarades, nous nous efforçons à ce que tous soient joints pour chaque décision à prendre, à ce que les choses se passent démocratiquement.

Vendredi 9 octobre, nous décidons ainsi du dépôt d'un préavis de grève et nous téléphonons à la direction qu'elle a jusqu'à mardi pour changer d'avis.

C'est alors que la CGT intervient, pour la première fois. D'emblée, les responsables syndicaux se mettent à défendre le projet de la SNCF : « Vous racontez des conneries. D'ailleurs, ces nouvelles journées, ça veut dire des nominations à venir... ». **Mais, devant les questions de plus en plus pressantes des roulants, ils « crachent le morceau » : ce sont eux, délégués CGT, qui, lors de négociations avec la SNCF, avaient proposé à celle-ci ce report de travail du dépôt de Paris sur celui de Juvisy ! Et ils avaient donc signé un accord dans ce sens avec la SNCF... et n'en menaient plus large en découvrant que leur façon de voir le « changement » à la SNCF n'était absolument pas du goût des cheminots.**

Dès la réponse de la direction à notre délégation, l'assemblée générale de mercredi décida la grève par 24 heures reconductibles, à partir du lendemain 15 octobre à 18 h. On se partagea les tâches, les uns tirant un tract d'appel, notamment destiné à informer tous les camarades que la SNCF ne manquerait pas de tenter d'utiliser pour nous remplacer, les autres sillonnant le dépôt pour y apposer des affiches.

C'est alors que la SNCF multiplia les coups de téléphone pour joindre les (futurs) grévistes, annonçant qu'elle cédait sur l'essentiel.

Une nouvelle AG décida donc de lever l'appel à la grève. Deux responsables CGT, venus froidement apposer leurs affiches « CGT - on a gagné », **s'entendirent dire le mot de la fin :** « Bien contents de vous voir », « Franchement, faut qu'on vous remercie ».

Correspondant LO

Deux journées de travail façon SNCF-CGT

Départ 4 h 36 de Juvisy (ce qui oblige à se lever au moins à 3 h), coupure de 7 h à 9 h, pour finir la journée à 14 h 16 à Paris : soit 10 heures, pour faire pratiquement des navettes entre le dépôt et la gare d'Austerlitz. Et on remet ça à 1 h 47 de Paris pour finir à 6 h à Juvisy.

Rhône-Poulenc (Vitry)

Accident grave : la direction en porte la responsabilité

Jeudi 15 octobre un ouvrier de Rhône-Poulenc à l'usine de Vitry-sur-Seine a été grièvement brûlé au visage par des projections de potasse. Il devait nettoyer une trémie de chargement avec un mélange d'eau et d'acétone. Comme les résidus ne partaient pas, le contremaître chargé de la fabrication lui a demandé d'utiliser de la potasse. Notre camarade a chargé peut-être une dizaine de kilos de potasse et, pratiquement immédiatement, il y a eu une réaction extrêmement violente. C'est un véritable geyser qui l'a aspergé, le brûlant grièvement au visage et aux yeux. Pour l'instant, nous ne savons pas s'il conservera l'usage de la vue.

Ce n'est pas un hasard si le contremaître a dit de charger de la potasse pour nettoyer, car il y avait justement près de la trémie une palette entière de 25 kg de potasse qui servait pour la fabrication. Et parfois on se sert de potasse ou de certains acides, comme une ménagère se servirait de détergents dans sa cuisine.

Ce qui est scandaleux, c'est que le contremaître n'ait pas prévu la réaction et ait donné un tel ordre. Et notre sécurité est finalement entre les mains d'hommes qui, par leur incompétence, nous font courir de tels risques.

Quant au chef de service, à l'ingénieur, au directeur, ils se retranchent derrière le mode opératoire de la direction, qui ne prévoit évidemment pas le nettoyage à la potasse ! Mais ils savent bien que ce qui est prévu dans le mode opératoire n'est pas toujours efficace. Alors, il faut prendre des initiatives. Et cela crée tout un état d'esprit.

Le contremaître responsable d'une fabrication n'ose pas, chaque fois qu'il y a un problème, aller s'enquérir auprès de l'ingénieur ou auprès du chef de service, sous peine de passer pour un incapable. Et comme il n'ose pas, il se débrouille comme il peut. Cela occasionne des incidents... jusqu'au jour où l'accident grave arrive, comme pour notre camarade.

Alors, la direction, même si elle cherche aujourd'hui à se disculper, porte toute la responsabilité de l'accident.

Correspondant LO

Arbois (Jura)

Le roi du vin de paille... pas encore sur la paille

Chez Henri Maire, à Arbois dans le Jura, bien connu pour son « vin de paille », nous sommes 300 environ à travailler à la fabrication du vin. Depuis le mois d'avril nos salaires sont bloqués, et cela jusqu'en décembre théoriquement.

La direction explique qu'il y a un trou dans la caisse, car depuis quelques mois le vin, paraît-il, se vend mal et subit la concurrence étrangère. Et le directeur nous demande d'être solidaires de ses difficultés et de comprendre sa situation car, dit-il, c'est le personnel qui lui coûte cher.

Et ainsi, bien qu'on nous ait assuré en avril que le blocage des salaires ne s'accompagnerait pas de licenciements, dès le mois de septembre, 40 camarades étaient mis en pré-retraite. Et nous n'avons aucune garantie que la direction en reste là.

En tout cas les travailleurs de chez Henri Maire, dont l'ensemble des salaires avoisinent le SMIC, n'ont pas du tout envie de se sentir solidaires d'un patron qui est encore loin de vivre sur la paille dans son château.

Correspondant LO

Alsthom-Atlantique (Villeurbanne)

Le « Proud Foot » prend un coup... de pied

L'organisme américain Proud Foot, appelé par la direction pour réorganiser l'usine, n'a décidément pas de chance. Il faut dire que ce genre de réorganisation se traduit souvent par des suppressions de postes. Au début de l'arrivée de ses hommes, en mai dernier, dès que l'un d'entre eux apparaissait dans un atelier, aussitôt les ouvriers débrayaient. Ils n'ont pas eu plus de succès avec les dessinateurs qui, le mois dernier, ont viré très poliment un « Proud Foot » qui voulait s'installer dans leur bureau pour « travailler ».

Finalement, le seul endroit où ces spécialistes des réductions d'effectif pouvaient tranquillement opérer était le bâtiment administratif. Bien qu'un débrayage de protestation ait eu lieu au début, les employés, isolés dans des petits bureaux, n'ont pas osé s'opposer directement pas plus au Proud Foot qu'à leur chef qui leur demandait de répondre. C'est ainsi que les membres du Proud Foot entraient dans un service, s'installaient, regardaient travailler, chronométraient, prenaient des notes. D'allure avenante, le sourire aux lèvres, les gars du Proud Foot réussissaient à se faire admettre par certains et recevaient des réponses très précises sur le travail.

Ce n'est que la semaine dernière que leur tranquillité prit fin. En effet, les employés ont appris le résultat d'une première étude.

Il paraîtrait que, dans deux services du commercial, il y aurait 60 à 75 % de personnel en trop.

En un quart d'heure, les employés se sont organisés pour riposter. A une trentaine, ils se sont rendus dans le premier service (appelés par les employées concernées) et ils prièrent le gars du Proud Foot, confortablement installé, de sortir. Et, sur la lancée, ils se rendirent dans le 2e service, où ils firent une haie d'honneur au deuxième larron, qui ne se fit pas prier pour plier ses affaires et décamper.

A présent, les employés sont bien décidés à ne pas laisser ces individus opérer avec leur aide. Dès que l'un de ceux-ci arrivera dans un service, le mot d'ordre est de se regrouper pour venir le virer. D'autres employés, qui n'étaient pas dans le coup ce jour-là, ont rejoint le mouvement de colère et sont prêts à riposter lorsqu'il le faudra.

La direction fait une drôle de tête, en constatant que le Proud Foot, en fait de réduction d'effectif, sème surtout la révolte dans l'entreprise. Qu'elle se débrouille avec eux... on ne veut plus les voir !

Correspondant LO

SIVEM (Gironde)

Les travailleurs menacés de licenciements

Actuellement, 640 travailleurs de la Société Industrielle des Vêtements de Mérignac se sentent menacés. En effet, voici quinze jours que le holding Armand Thierry et Sigrand, qui contrôle l'usine de Mérignac ainsi qu'une autre à Alzenay en Vendée, a déposé son bilan.

L'année dernière déjà, l'entreprise s'était débarrassée de 350 personnes par le biais de l'incitation au « départ volontaire ».

Un syndic a été nommé pour administrer l'usine pendant le règlement judiciaire. Mais sans qu'aucune information ne soit donnée en ce qui concerne l'avenir.

Les syndicats, quand ils ne sont pas occupés à se contrer l'un l'autre dans l'usine, se réunissent autour de la municipalité PS de Mérignac, qui accuse les méfaits de la politique du gouvernement précédent.

En attendant, c'est au jour le jour que l'on sait si, le lendemain, il y aura du chômage ou pas. Ce qui n'empêche pas que, les jours où l'on travaille, les cadences demeurent aussi rapides que par le passé.

Une situation, donc, où les travailleurs ont tout intérêt à mettre les pieds dans le plat pour rappeler que, si la SIVEM, autrefois prospère, a des difficultés aujourd'hui, ce n'est pas à eux d'en faire les frais.

Correspondant LO

Ateliers de Bobinage Charentais

Les travailleuses en grève

Aux Ateliers de Bobinage Charentais (ABC), lundi 19 octobre le ras-le-bol a éclaté. Pratiquement toutes les ouvrières, sur les 400 que compte l'usine, se sont mises en grève. La revendication principale est le rattrapage des salaires. Ceux-ci, jusqu'à l'an dernier, étaient indexés sur l'indice INSEE. Voilà deux ans, le patron a supprimé les 1,33 % de bonification sur les indices et, depuis janvier, les salaires n'ont été augmentés que de 3 % en juillet. En octobre, alors que l'augmentation des prix sur les trois derniers mois était de 3,9 %, le patron recommençait à parler de difficultés de trésorerie et de commandes en baisse. Les travailleuses de l'ABC ont calculé que, de janvier à décembre, c'est un retard de 800 F que leurs salaires ont pris. Elles veulent récupérer ce retard, et que désormais le patron réajuste systématiquement les salaires au moins sur la base de l'indice INSEE de l'augmentation des prix. Elles sont décidées de ne pas réembaucher tant que le patron ne se serait pas engagé par écrit.

Correspondant LO

GARE DU NORD

Après ceux de la gare principale, les usagers de la gare annexe se font entendre

Après le rassemblement du 14 octobre dans la gare principale, des usagers de la gare annexe (lignes de Roissy et de Mitry) se sont dit : **« Et pourquoi pas nous ? ».**

La nouvelle gare annexe a été inaugurée il y a moins d'un mois, et la SNCF avait apparemment bien fait les choses : vastes halls, des sièges pour attendre, un nouveau couloir de correspondance avec le métro... Lors de l'inauguration, cela semblait fort beau.

La SNCF semblait simplement avoir oublié que, dans la gare, il y avait des usagers et que la première des choses était qu'ils trouvent leur train. Les trains ne partent pas au même quai selon le jour et l'heure, ce qui ne devrait pas poser des problèmes insolubles. Mais le fléchage est mal conçu, écrit en tout petit sur des panneaux perchés à quatre mètres du sol, si bien que les premiers jours tout le monde arpentait couloirs et quais à la recherche de son train.

Bref, l'inauguration ne se faisait pas dans la bonne humeur côté usagers...

En plus de cela, le même jour entrait en application l'horaire d'hiver. Déjà lors de la mise en application de l'horaire d'été, le 31 mai 1981, trois trains avaient été supprimés sur la ligne de Mitry et la SNCF avait promis de les rétablir lors de l'horaire d'hiver, ce qu'elle n'a pas fait.

Il y avait ainsi, cette année, 5 trains pour Mitry entre 17 h 30 et 18 h 30, au lieu de 8 il y a un an. De plus, aux mêmes heures, un train à deux étages avait été remplacé par un vieux train vert datant de 1940, et les voyageurs de cette ligne très fréquentée n'avait plus qu'à s'entasser comme ils le pouvaient.

Une pétition a commencé à circuler dans un train, puis une autre pétition a été lancée sur toute la ligne et signée par 3 100 personnes à la Gare du Nord et dans les trains.

Cette pétition réclamait le rétablissement des trains supprimés, davantage de trains à deux étages, le libre accès aux premières classes aux heures de pointe, comme dans le métro, la distribution de billets de retards, l'ouverture aux heures de pointe des portillons du métro, qui créent des bousculades.

Ce sont là des revendications qui ne coûteraient quasiment rien à la SNCF. Si, comme elle le dit, elle se souciait vraiment de la façon dont les usagers sont transportés, pourquoi ne ferait-elle finalement pas le geste de les décider, pour prouver que c'est vrai ?

Le 20, une délégation d'une quinzaine de personnes est allée déposer les pétitions à la direction du réseau Nord. Trois cars de police devant la gare, les portes du bâtiment de la direction bouclées avec un groupe d'appariteurs devant... voilà l'accueil que la direction de la SNCF avait réservé à la délégation.

Après quelques palabres et remarques acerbes des usagers, il fut finalement accepté que quatre personnes entrent et soient reçues par un chef de service pour remettre les pétitions.

N'aimant visiblement pas trop les confrontations avec les usagers, la SNCF a décidé d'envoyer ses réponses par écrit au Comité d'Usagers, et elles ne sont pas encore connues à l'heure où nous écrivons.

Mais, le lendemain même, la SNCF a fait apposer des affiches **« La SNCF vous informe »,** comme elle l'avait déjà fait après le rassemblement du 14.

Elle annonce qu'un train supplémentaire partira de Paris pour Mitry à 17 h 40, à partir du 15 novembre.

Elle rappelle ce qu'elle avait annoncé la semaine précédente concernant la ligne de Persan-Beaumont, en annonçant comme décidé ce qui n'était qu'une promesse à propos des trois trains supprimés le soir sur cette ligne. **« Le rétablissement probable des trains de 17 h 51, 18 h 21 et 18 h 51 »** devient : **« Le rétablissement des horaires de soirée interviendra en janvier 1982 ».**

Cela est loin d'être satisfaisant pour les usagers. La SNCF ne dit dans cette affiche rien sur les premières classes, les billets de retard, les rames à deux niveaux, les portillons du métro, et tous les trains ne sont pas rétablis sur la ligne de Mitry.

Mais la SNCF a cependant accordé le rétablissement d'un certain nombre de trains, soit maintenant, soit en janvier. Et surtout, tous les usagers ont constaté qu'à deux reprises, après qu'ils aient réagi, la SNCF s'est empressée d'afficher des informations, de se justifier à leurs yeux, ce qui ne s'était jamais vu.

Il est probable qu'à l'avenir la direction du réseau Nord prendra un peu plus en considération la gêne occasionnée aux usagers avant de décider des changements d'horaire et des suppressions de trains.

Correspondant LO

Rassemblement du 14 octobre 1981 dans la gare principale.

CHOOZ (Ardennes)

Le conseil municipal est contre la centrale nucléaire Les députés socialistes sont pour...

Dans le cadre de la consultation des conseils municipaux concernés par le projet de construction de la deuxième centrale nucléaire de Chooz, dès samedi 17 octobre, le conseil municipal de Chooz se prononçait, une nouvelle fois, contre cette construction, par 7 voix contre, 3 pour, et un bulletin nul.

Ce vote est d'ailleurs le reflet de ce que pense la population qui, lors d'un référendum, en 1978, s'était prononcée à plus de 70 % contre.

Dans les autres municipalités, les votes ne sont pas tous faits mais l'une d'elles, très proche de Chooz, a décidé de ne pas se prononcer et d'organiser un référendum parmi la population.

Ailleurs, les avis risquent d'être partagés : à Fromelennes, le conseil municipal s'est prononcé pour, après qu'EDF ait fait miroiter des rentrées d'impôts locaux et de patentes ; à Rancennes, où demeurent une majorité d'employés de l'EDF, la municipalité est pour également. Ailleurs, ce n'est qu'à la fin de la semaine que toutes les positions seront connues.

Mais ce qui est déjà connu, et qui provoque des remous, c'est la position personnelle des députés socialistes du département.

Un seul s'est exprimé clairement pour la centrale. Les deux autres essaient de ne pas répondre aux questions. Ainsi Istasse, député de la circonscription où se trouve Chooz, est le spécialiste de la non-réponse. Il parlait beaucoup, samedi 17, devant les militants socialistes qui l'avaient convoqué à Chooz, de l'intérêt général, et évitait soigneusement de donner son propre point de vue.

Alors, pour le connaître, il faut acheter le **Journal Officiel** où son nom figure... parmi ceux qui ont voté POUR le projet du gouvernement en matière d'énergie, c'est-à-dire pour le dégel du site de Chooz. Quant au troisième député socialiste des Ardennes, le maire de Sedan, il avait confié son vote à son collègue Mas, qui avait déjà affirmé son accord avec la centrale.

Si le Comité local contre la centrale et les habitants se sentent lâchés par leurs élus, ils n'ont pas décidé de se soumettre et comme le dit un des militants de ce Comité : **« On en entendra parler jusqu'à Paris ! ».**

Les élèves des LEP à Toulouse en grève contre l'amiante

Depuis des années, les élèves du LEP Bayard avaient le privilège de pouvoir s'empoisonner avec de l'amiante. Ce produit, qui recouvre tous les plafonds des ateliers, part en poussière, et cette poussière est très dangereuse. Depuis 1975, de nombreux mouvements de professeurs, d'élèves, de parents d'élèves ont eu lieu, sans aboutir. Cette fois-ci, les élèves avaient décidé de gagner coûte que coûte, afin d'en terminer pour de bon avec l'amiante.

*Lundi 12 octobre, tous les élèves refusent d'aller en cours. Ils sont soutenus par les professeurs. La grève s'organise avec un comité. Radio, télé, presse : les élèves secouent tout le monde. On fait même un sondage d'opinion à Toulouse sur la lutte. La population est avec nous. Au bout d'une semaine, on décide d'appeler tous les LEP de Toulouse à la solidarité pour une manifestation en ville le mardi 20 octobre. 1 500 élèves se retrouvent place du Capitole à 9 heures. Il faut dire que tous les LEP de Toulouse sont représentés. On clame : **« Amiante, non merci », « Savary, des crédits, de l'argent pour les LEP, pas pour l'armée », « Une meilleure bouffe »,** etc. Les flics qui ont eu le malheur de mettre une amende de 600 F à un collégien qui venait en mobylette à la manifestation, ont eu affaire aux autres élèves, de telle manière qu'ils ont dû retirer l'amende. Le rectorat en a pris, au même titre que l'armée, puisque le quartier général de l'armée se trouve juste en face du rectorat. Et le soir, à la réunion entre les élèves, les professeurs de Bayard et le rectorat, ce dernier n'a pu que se résoudre à donner le feu vert pour les travaux.*

L'amiante sera supprimée à la rentrée prochaine.

Correspondant LO

Le Havre : accident au LEP Vikings

Le jeudi 15 octobre, un accident s'est produit au LEP Vikings du Havre.

Un élève qui travaillait sur un tour a eu la main fracturée et des tendons sectionnés. Il mesurait la pièce qu'il confectionnait, quand sa manche a été happée par l'arbre de transmission, entraînant sa main dans la machine. Deux camarades ont eu le réflexe de couper le courant.

Plusieurs accidents similaires ont déjà eu lieu dans d'autres LEP du Havre. Au LEP Siegfried, un élève avait eu le bras arraché par une fraiseuse.

Dans les LEP, on nous prépare à la vie d'usine, leur vie d'usine, en effet, faite d'insécurité permanente.

Correspondant LO

THEATRE

« LA MANDRAGORE » de Machiavel au TEP

La Mandragore, écrite et mise en scène par Machiavel dans la première moitié du XVI[e] siècle, fut interdite par le pape après quelques représentations. Il y avait en effet de quoi choquer les pères de l'Eglise que de porter à la scène un moine paillard, vénal et blasphémateur qui aide à l'accomplissement d'un magistral cocufiage. Mais Machiavel n'éreintait pas que l'Eglise dans sa pièce ; le riche bourgeois y est d'une bêtise rare et il paraît que, sous ses traits, on reconnaissait à l'époque quelques grands personnages. L'avidité, la rouerie et l'hypocrisie règnent en maîtresses dans la société peinte par Machiavel et ses personnages apparaissent manipulés par une sorte de grand ordonnateur qui prend plaisir à régenter les actions des hommes, y compris dans leurs détails les plus scabreux. Tout cela écrit dans un langage cru et direct aurait pu donner un divertissement enlevé et caustique.

Mais la mise en scène de Paolo Magelli ne tient pas ce que promettait le texte. Des mouvements de scène, des bruitages, des tableaux entiers sont surajoutés, ils n'apportent rien à la compréhension et alourdissent considérablement la pièce. La seconde partie en particulier n'est faite que de ces remplissages. Ce qui aurait pu être une

comédie légère n'est ici qu'un pesant et souvent ennuyeux spectacle.

Annick MORIZET

« Prends bien garde aux Zeppelins » à l'Opéra Comique

On peut voir ou revoir — car c'est une reprise pour quinze jours, du 15 au 30 octobre — la pièce *Prends bien garde aux Zeppelins* à l'Opéra Comique.

Ce spectacle est une suite de petits sketches sur la guerre de 1914. On passe des réceptions dans le beau monde de la diplomatie aux quais de gare où les soldats partent pour le front ; on va de l'arrière où les marchands de canons et profiteurs en tous genres se félicitent de leurs bonnes affaires aux tranchées où les hommes meurent par dizaines.

La plupart des sketches dénoncent le patriotisme, tel le tableau final, où l'on voit les hommes d'Etat parader sur les tombes des soldats et verser des larmes de crocodiles. Presque toutes les scènes sont limpides mais certaines sont plus difficiles à interpréter.

Car *Prends bien garde aux Zeppelins* n'a rien d'une pièce traditionnelle : on n'y parle presque pas ; la musique classique ou plus moderne, les chansons d'époque y remplacent la parole réduite au minimum : quelques phrases ou des parodies de discours officiels incompréhensibles d'où émergent seulement quelques mots comme « patrie » ou « démocratie ».

Tout le reste est du mime, une mise en scène parfaitement réglée qui, à part quelques séquences un peu longues, retiennent, pendant deux heures d'affilée, l'attention du spectateur.

Sylvie MARECHAL

« Thérèse Raquin »

adaptation du roman d'Emile Zola au Théâtre de Boulogne-Billancourt

La pièce que présente le Théâtre de Boulogne Billancourt est une adaptation du roman de Zola.

Thérèse Raquin est une femme d'un milieu aisé de la petite bourgeoisie. Elle mène une vie terne, dans un milieu familial étriqué, entre un mari qu'elle n'aime pas et une belle-mère qu'elle n'aime pas davantage. Les deux le lui rendent bien d'ailleurs, et Thérèse s'ennuie à mourir dans ce milieu où la seule distraction est la partie de cartes avec le commissaire, tous les jeudis soirs !

Mais tout change quand l'héroïne tombe amoureuse de Laurent, un ami d'enfance du mari. Et comment ! Thérèse et son amant se débarrassent du mari en le poussant dans la Seine !

A l'époque le roman fit paraît-il scandale. Certains y ont vu une critique de mœurs, un réquisitoire contre la place et le rôle des femmes, l'institution du mariage.

Zola avait-il l'intention de faire du naturalisme social ? Peut-être, mais la pseudo-vérité qu'il nous montre est trop caricaturale pour être vraie. Heureusement que toutes les femmes sur lesquelles pèsent les liens du

mariage ne s'en tirent pas par l'assassinat du mari ! Cette issue sordide existe, certes. De tels faits divers sont aussi sociaux. Mais c'est quand même l'exception. Alors Thérèse Raquin, le roman comme la pièce, relèvent plus du roman policier sordide, à vague fond social, que du drame de mœurs dont les personnages seraient proches de nous.

Cela n'empêche pas la pièce de se laisser voir.

Samuel LATAN

Thérèse Raquin. *Théâtre de Boulogne Billancourt, 60, rue de la Belle-Feuille (M° Marcel Sembat). Tous les soirs à 20 h 30 sauf le dimanche et le lundi. Le dimanche en matinée à 15 h 30. Prix des places : 50 F. Jusqu'au 7 novembre et du 12 au 31 janvier 1982.*

Reprise

« LE BAL » par le Théâtre du Campagnol

La troupe du Théâtre du Campagnol reprend les représentations du Bal **au Centre technique municipal d'Antony, jusqu'au 13 décembre.**

Les comédiens font revivre sous nos yeux toute une série de bals : un bal dans un dancing avant-guerre, un autre à la Libération, un bal de quartier pendant la guerre d'Algérie et un « pot » dansant dans une entreprise.

Aucun texte, pas une parole pendant tout le spectacle, uniquement la musique et le talent des comédiens. Et tout passe très bien : on distingue tout de suite le « collabo » du résistant, le petit chef du patron ou de l'employé, les « Dupont-la-joie » des non-racistes, et sans que cela soit uniquement caricatural. Car si les différents personnages sont campés par leur costume et leurs mimiques, à travers leurs comportements s'expriment aussi leur personnalité, leur appartenance sociale, leurs sentiments et leurs états d'âme. Même les événements de l'époque transparaissent clairement.

Un spectacle plein de vie, de mouvement et de musique, de rires et d'émotions, à ne pas rater.

A.M.

Théâtre du Campagnol, 6, rue François-Arago, Zone industrielle Antony. Représentations du mardi au samedi à 21 h, dimanche à 15 h. Prix : 40 F.

TELE

Sélection

Samedi 24 octobre

20 h 30. FR3. Le roman du samedi. La première émission d'une série en comportant quatre, tirée de **L'histoire contemporaine** d'Anatole France. Celle-ci, **L'orme du mail,** est une comédie de mœurs teintée d'anticléricalisme. Avec Claude Piéplu.

21 h 30. TF1. Jacquou le croquant. C'est une rediffusion du feuilleton qui avait eu un tel succès en 1969 que, dans les manifestations paysannes de cette année-là, on lisait parfois ce slogan : **« Jacquou n'est pas mort ».**

Dimanche 25 octobre

20 h 30. FR3. Mer du Nord et Baltique. Cette deuxième émission est consacrée aux **Vikings.**

21 h 40. FR3. Vive l'histoire : Non la Pologne n'est pas morte. Un historique de la Pologne depuis ses origines, et des témoignages sur la période actuelle.

Lundi 26 octobre

20 h 30. FR3. M. Klein. Un film de Joseph Losey avec Alain Delon. Un homme s'enrichit pendant la guerre sur le dos des Juifs. Mais il devient lui-même — à cause de son nom — une victime. Un bon film de Losey et un Delon différent de l'acteur des habituels films policiers.

Mardi 27 octobre

20 h 30. TF1. La double vie de Théophraste Longuet, d'après l'œuvre de Gaston Leroux. C'est le premier épisode d'un feuilleton que l'on annonce à la fois humoristique, fantastique, historique.

20 h 40. A2. Les dossiers de l'écran : Quel pouvoir pour le journaliste ? Débat avec les journalistes qui ont mis au grand jour l'affaire du Watergate. Le débat est précédé d'un téléfilm américain.

Mercredi 28 octobre

20 h 30. FR3. La chagrin et la pitié. Réalisé pour la télévision il y a... 12 ans. La télévision française avait refusé de le diffuser jusqu'ici sur le petit écran. Projeté dans les salles de cinéma, ce film de plus de quatre heures est fait de témoignages très divers sur l'Occupation pendant la dernière guerre. Il détruit pas mal de mythes sur la Résistance, sur la vie et la réaction des Français pendant cette période.

Jeudi 29 octobre

20 h 30. TF1. La double vie de Théophraste Longuet. Deuxième partie : **Le combat.**

20 h 30. FR3. Suite et fin du film de Marcel Ophüls : **Le chagrin et la pitié.**

Vendredi 30 octobre

20 h 30. TF1. La double vie de Théophraste Longuet. Dernier épisode : **Le trésor.**

FILMS

« L'amour nu »

de Yannick Bellon avec Marlène Jobert

Yannik Bellon (l'auteur de *L'amour violé)* dans *L'amour nu* évoque, autour d'une histoire d'amour, les difficultés d'une femme face au cancer du sein dont elle est atteinte.

Lorsque Claire, l'héroïne, interprétée par Marlène Jobert, apprend de son médecin qu'elle ne pourra survivre qu'à la condition d'accepter l'ablation d'un sein, elle refuse dans un premier temps l'idée de continuer à vivre ainsi. la crainte de la mutilation, la honte de la maladie, la peur que, avec son ami, les relations ne soient plus les mêmes, autant de choses qui se mêlent pour entraîner cette réaction. Claire perd confiance en elle-même, craint qu'on ne l'aime plus que par pitié.

Le cancer, la maladie, la mutilation, constituent un drame ; une drame pour Claire et pour le couple, une épreuve décisive aussi pour l'amour que se portent Claire et son ami Simon.

***L'amour nu* est ainsi non seulement un film sur la maladie, mais aussi et surtout un film sensible et attachant sur l'amour.**

Samuel LATAN

Le nouveau James Bond

« Rien que pour vos yeux »

James Bond 007, le super-espion anglais, est de retour. Il doit cette fois aller récupérer le système de transmission des ordres, qui équipait un faux chalutier, navire espion, coulé dans les eaux albanaises.

Le style James Bond reste semblable à lui-même. Poursuites en voiture, bagarres de toutes les sortes possibles et imaginables. Ici on s'affronte sur la piste de saut d'une station de ski, sur une piste de bobsleigh, dans l'épave enfin retrouvée, entre scaphandriers, ou à coup de sous-marin de poche, avec des motos de course sur glace sur une patinoire de hockey...

L'une des règles immuables est que l'action se déroule dans un paysage merveilleux. Et que James Bond finit par gagner et séduit au passage de jolies filles. Si vous supportez encore ce genre ultra-conventionnel, vous pourrez aller voir cette nouvelle jamesbonderie, pas plus mauvaise qu'une autre.

ROGER PERIER

« Tarzan l'homme singe »

Avec Bo Derek

La énième édition de Tarzan s'est mise au goût du jour. Comme on sait le metteur en scène a voulu allécher à la fois les amateurs de Tarzan et les amateurs... d'érotisme. Ce qui fait que la fameuse Jane, compagne de « l'homme singe » dans la jungle, a supplanté celui-ci comme héroïne principale. Mais tant la caméra s'attarde sur l'actrice Bo Derek que l'on finit par s'ennuyer ferme et attendre impatiemment l'autre héros : Tarzan. Seulement celui-ci n'apparaît qu'au bout d'une demi-heure de film et encore... en coup de vent. Ah, la vie moderne !

Alors, il reste le côté singe. Mais c'est aussi la déception. Dans la salle, les enfants cherchent en vain à identifier Chita parmi le groupe de singes qui escortent Tarzan. C'est pourtant là que se trouve le seul intérêt du film : un grand singe roux qui a des mimiques malicieuses de grand comédien. Il a du talent et pourrait aller loin dans le show-business ! Dommage que dans ce film, les acteurs ne soient pas aussi expressifs que les singes !

Yvette BLONDIN

Sélection

Films récents...

L'HOMME DE FER.
d'A. Wajda.

L'homme de fer, c'est le fils de **L'homme de marbre,** héros du précédent film de Wajda. Ouvrier aux chantiers navals de Gdansk, il lutte pour la liberté et finit par devenir l'un des dirigeants des grèves de 1980.

Studio de la Harpe 5e (vo). Lucernaire 6e (vo). Pagode 7e (vo). UGC Opéra 2e (vo).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE.
de Steven Spielberg et George Lucas.

Des aventures à vous couper le souffle.

Gaumont Les Halles 1er. Gaumont Richelieu 2e. Hautefeuille 6e (vo). Publicis Saint-Germain 6e (vo). Ermitage 8e. George V 8e (vo). Marignan 8e (vo). Paramount Opéra 9e. Nation 12e. Fauvette 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e. Convention 15e. 14 Juillet 15e (vo). Broadway 16e. Paramount Maillot 17e. Wepler 18e. Gambetta 20e.

REGARDS ET SOURIRES.
de Ken Loach.

La vie quotidienne des petites gens, des jeunes et de Mick, l'un des trois millions de chômeurs anglais.

14-Juillet 6e (vo). Racine 6e (vo). 14-Juillet 11e (vo).

LE DERNIER MÉTRO.
de F. Truffaut.

La vie d'une troupe de théâtre à Paris durant l'Occupation allemande.

Elysées Lincoln 8e.

GARDE A VUE.
de Claude Miller.

L'affrontement entre un policier et un notaire soupçonné de viol et de meurtre. Avec Lino Ventura et Michel Serrault.

Gaumont Les Halles 1er. Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Quintette 5e. Colisée 8e. France Elysée 8e. Saint-Lazare Pasquier 8e. UGC Gare de Lyon 12e. Fauvette 13e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e. 14 Juillet 15e. Victor Hugo 16e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

LES UNS ET LES AUTRES.
de C. Lelouch.

Une fresque musicale retraçant l'histoire des 40 dernières années.

Templiers 3e. Paramount Odéon 6e. Publicis Elysées 8e. Paramount Opéra 9e. Paramount Galaxie 13e. Paramount Montparnasse 14e. Paramount Orléans 14e. Kinopanorama 15e.

...et moins récents

LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI.
de F. Rosi.

Un village de pauvres paysans en Italie du Sud à l'époque du fascisme mussolinien.

Studio de l'Etoile 17e (vo).

THE ROSE.
de M. Rydell.

La carrière de la chanteuse de rock Janis Joplin.

Bonaparte 6e (vo).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD.
de B. Wilder.

Une comédie désopilante avec Marylin Monroe.

Champo 5e (vo).

ELEPHANT MAN.
de D. Lynch.

Un réquisitoire contre l'incompréhension et le rejet de la différence.

Lucernaire 6e (vo).

COMMUNIQUÉ

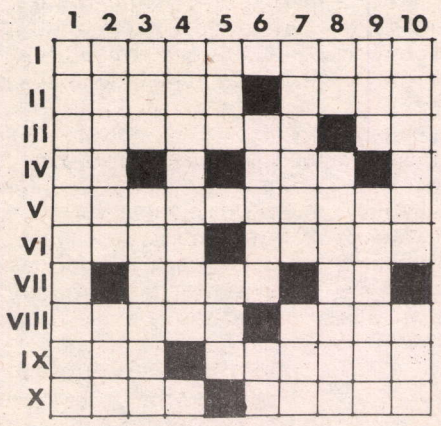
Le *Théâtre Noir* (23, rue des Cendriers, 75020 Paris) présentera

— Le groupe *BA-CHA* (musique traditionnelle et progressive des Antilles) le lundi 26 octobre à 20 h 30.

— Du 3 au 5 novembre, à 20 h 30 : *Shakti Kalyani,* danses traditionnelles de l'Inde (à 20 h 30).

— du 6 au 8 novembre, *Nanah et Lala,* chants et danses traditionnelles malgaches (à 20 h 30).

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Fait vivre les consommateurs. II. Voyager de nuit. Rien grec. III. Quittèrent. A son domicile. IV. Possessif. Carré de dix. V. Chère infidèle. VI. Reflet. Relâche. VII. Choisit. Filet. VIII. Génie oriental. Nid d'aigle. IX. Trompa. Monter. X. Brames. On la tient par l'oreille.

VERTICALEMENT. — 1. Débaucher en gardant un salaire. 2. Dépassement. Passage. 3. Ornement. Pierre d'aigle. 4. Verso. 5. Vieux bœuf. Personnel. 6: Conte. Relie. 7. Elle est de haut degré. Beau parleur. 8. Dans l'éocène. Revenants. 9. Indien. N'aiment pas jouer à chat. 10. Enlevées. Epoque.

Solution du problème précédent

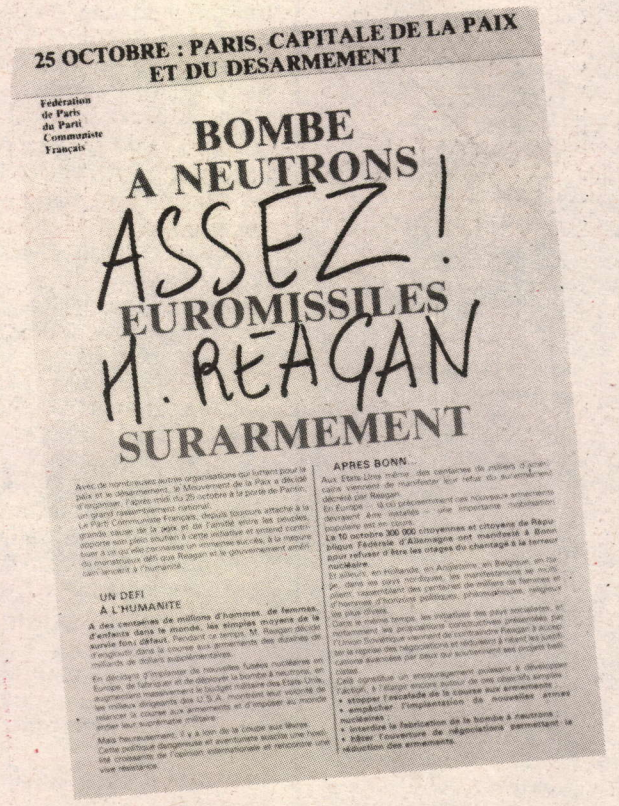
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	B	A	R	O	M	E	T	R	E	S
II	A	L	E	V	I	N	■	A	R	A
III	M	E	N	E	R	■	R	I	N	G
IV	B	A	T	■	E	V	A	S	E	E
V	O	■	I	O	S	■	D	I	S	■
VI	C	R	E	T	■	T	O	N	T	E
VII	H	A	R	I	C	O	T	S	■	M
VIII	E	■	E	T	A	P	E	■	M	I
IX	U	S	S	E	L	■	U	P	A	S
X	R	I	■	S	E	C	R	E	T	E

LE PCF ET LE DÉSARMEMENT

Une campagne hypocrite !

La participation de ministres communistes au gouvernement n'a rien résolu pour le PCF. Pour lui, le problème se pose non seulement de tenter de regagner le terrain électoral perdu par rapport au PS, mais même simplement de continuer à exister en tant que parti, défendant une politique qui lui est propre, donc aussi une politique différente de celle du PS. Mais comment se démarquer du PS sans se démarquer aussi du gouvernement ? Sans le critiquer et prendre le risque de voir ses ministres licenciés ? Si l'on en juge d'après les simples suggestions, les remarques prudentes et polies que les dirigeants du PC adressent au gouvernement et aux socialistes dans quelques domaines, ils n'ont pas trouvé la réponse à la question.

Alors ils mènent campagne... contre Reagan. Mais même là, ce n'est pas simple, dans la mesure où Mitterrand est l'allié de Reagan !



Un des tracts distribués par le Parti Communiste.

Ainsi, dans sa campagne actuelle pour la paix, le PCF pèse ses mots. Quand il parle du désarmement et remet en cause les dépenses militaires, c'est en évitant soigneusement tout ce qui pourrait mettre en cause le budget militaire français. Quand il dénonce Reagan qui « justifie sa politique de réarmement à outrance en invoquant l'armement de l'Union Soviétique », **il omet soigneusement de dire que Mitterrand, au même moment, dit exactement la même chose que Reagan ! D'ailleurs, les objectifs que le PCF fixe lui-même à sa campagne** — « imposer la négociation pour aboutir, à l'Est comme à l'Ouest, à une réduction des armements » — **ne risquent pas de l'opposer au gouvernement : Mitterrand peut aussi bien les reprendre à son compte, sans modifier d'un iota sa politique d'armement. Et Reagan aussi, d'ailleurs !**

Mais le PCF, apparemment, ne se contente pas de désigner le président américain comme cible, même si celui-ci reste pour lui le plus important — sinon le seul — ennemi de la paix.

En effet, on a vu l'Humanité **se faire le porte-parole des jeunes manifestants pacifistes d'Allemagne ou d'Italie qui** « proclament avec des mots neufs qu'ils veulent faire l'amour et pas la guerre » (l'Humanité **du 21 octobre). Et l'on a vu le PCF dénoncer le fait que** « chaque minute, dans le monde, six millions de francs sont dépensés pour les armes » **et Pierre Juquin expliquer, au micro d'Europe 1, le 19 octobre, que** « Sur 120 millions d'enfants nés en 1979, 12 millions sont déjà morts de faim ! Or le prix d'un seul missile intercontinental permettrait de servir 50 millions de repas ou de construire 15.000 centres de santé ».

Les paroles sont belles et bonnes. Mais où sont les actes ? Où et quand le PCF a-t-il proposé d'utiliser les crédits destinés aux missiles, bombes atomiques et autres sous-marins nucléaires français à améliorer le sort des populations ? En fait, il a fait tout le contraire. Depuis son ralliement, en 1977, à la « force de frappe » française, il s'est voulu, à l'inverse, au premier rang des va-t-en-guerre. Et non seulement il ne s'est pas opposé aux crédits d'armement, mais il n'a pas cessé même d'en redemander, réclamant par exemple à cor et à cri la construction d'un toujours X^e sous-marin nucléaire.

Et aujourd'hui, le PCF ne participe-t-il pas à un gouvernement qui mène, au même titre que tous les autres, et dans le sillage de Reagan, la course folle aux armements ?

Cette politique bien concrète montre ce que valent les professions de foi pacifistes du PCF : rien. Elle ne sont d'ailleurs, dans leur fond, pas d'une autre nature que celles de tous les chefs d'Etat, des Reagan et des Mitterrand. Eux aussi, bien sûr, se prétendent pour la paix : quel est le chef d'Etat qui ne se déclare pas pour la paix et le désarmement... pour mieux continuer, en s'armant, à préparer la guerre ? Ou, plus exactement, à fabriquer et stocker des armes... pour garantir la paix ?

Le PCF accuse Reagan de « faire joujou avec le sang des autres » (l'Humanité **du 21 octobre). Mais ce sont bien tous les gouvernants qui « font joujou » avec le sang des peuples. Et celui de Mauroy et Mitterrand — flanqués de quatre ministres du PCF — autant que les autres.**

Alors quel écho rencontre la campagne pour le « désarmement général » — c'est-à-dire pas pour le désarmement de la France avant celui des autres ! —, on le saura le 25 octobre. Il ne semble pas que cette campagne hypocrite, que le PCF mène actuellement sur le papier, dans sa presse et ses tracts, fasse beaucoup illusion parmi les jeunes sensibles à ces problèmes.

Mais que le PCF arrive à entraîner, au nom de la lutte pour la paix, autant de jeunes que ceux qui ont appelé à manifester en Allemagne ont réussi à en entraîner ! Ce serait un succès dont nous pourrions nous réjouir. Mais il resterait alors aux dirigeants du PCF à tenter de convaincre ceux qu'il aurait enthousiasmés que la bombe atomique française est bonne, que les sous-marins atomiques français sont pacifiques et que la future bombe à neutrons française sera on ne peut plus inoffensive.

Une tâche probablement rude !

Marianne LAMIRAL

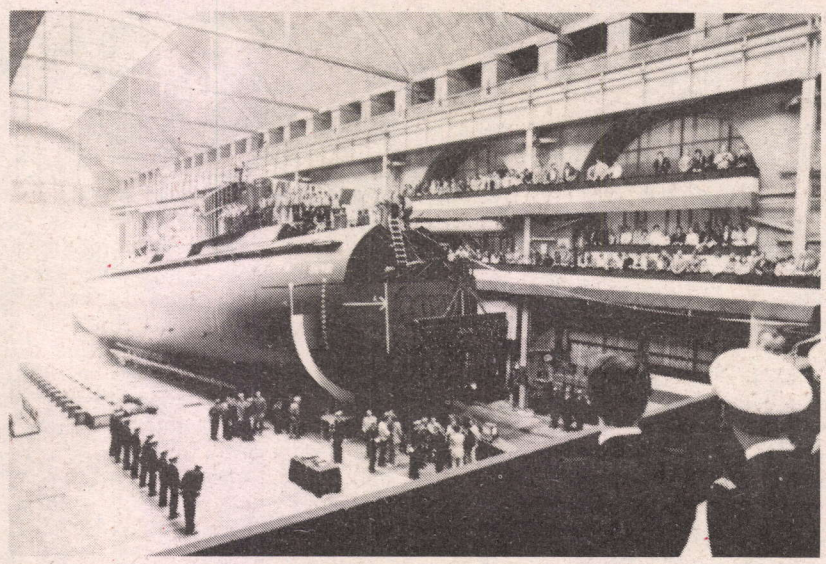
Les socialistes sont à gauche ? Ils sont surtout à l'ouest !

Les dirigeants socialistes n'ont pas manqué de réagir, eux aussi, aux manifestations pour la paix et le désarmement qui ont eu lieu en Allemagne et en Italie.

Véronique Neiertz, responsable du secteur international du PS, a jugé **« très dangereux »** le mouvement pacifiste, parce qu'accepter la situation d'aujourd'hui, dit-elle, c'est **« accepter un déséquilibre en Europe en faveur de l'URSS ».**

« Bien sûr, ajoute-t-elle, **il faut négocier, mais il y a six missiles soviétiques SS 20 qui s'installent tous les jours, et l'équilibre est rompu en Europe ».**

Une façon, pour les dirigeants socialistes, qui représentent au gouvernement les intérêts de l'impérialisme français, de réaffirmer sans ambiguïté le camp qui est le leur, et le serait demain dans une prochaine guerre : celui de Reagan et de l'impérialisme américain !



Hernu assistant au lancement du dernier sous-marin nucléaire français. Des armes que le PCF ne dénonce pas. (AFP)

L'important, c'est l'endroit où elles tombent

Devant trois journalistes américains, Reagan a explicitement envisagé l'hypothèse d'un conflit nucléaire russo-américain ayant pour champ de bataille l'Europe. Et cela a été le scandale !

« On peut imaginer l'utilisation d'armes tactiques contre les troupes sur le champ de bataille sans que cela amène une des deux superpuissances à appuyer sur le bouton... Si nous persuadons les Soviétiques que notre puissance de riposte après leur première salve, serait si destructrice qu'ils ne peuvent se le permettre, ils s'abstiendront ».

Alors oui, Reagan dit tout crûment que ces armes atomiques tactiques, destinées à agir à faible distance et dont il voudrait truffer la RFA, peuvent servir et tuer... en Europe seulement.

C'est effrayant ? Certainement. On se demande seulement pourquoi les mêmes quotidiens qui ont fait sur le sujet des gros titres scandalisés avaient, une semaine auparavant, déversé leur hargne contre les jeunes pacifistes allemands qui disaient avec force qu'ils ne veulent pas mourir sous ces bombes-là.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46.450.